



Rapport financier 2010

 **CLEMESSY**

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la Loi et aux Statuts, nous vous convoquons en Assemblée Générale Mixte pour soumettre à votre approbation les comptes consolidés du Groupe et comptes sociaux de CLEMESSY SA de l'exercice 2010 ainsi que pour vous rendre compte de l'activité de la société et de ses filiales au cours de cet exercice et vous présenter ses perspectives pour 2011. Nous tenons par ailleurs à votre disposition dans les délais légaux, l'ensemble des documents prévus par la Loi.

> Exposé sommaire de la situation du Groupe et de la société	3
> Rapport de gestion du Groupe	5
> Comptes consolidés.....	12
> Annexes aux comptes consolidés.....	18
> Rapport de gestion de CLEMESSY SA.....	28
> Tableau des résultats financiers de CLEMESSY SA.....	37
> Comptes sociaux de CLEMESSY SA.....	38
> Annexes aux comptes sociaux.....	43
> Liste des filiales et participations.....	50
> Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés.....	51
> Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels.....	52
> Projet de résolutions.....	53
> Organigramme financier du Groupe CLEMESSY au 31 décembre 2010.....	54
> Fonctions statutaires au 28 mars 2011.....	55

FAITS MARQUANTS AU NIVEAU DU GROUPE

L'exercice 2010 a été marqué par les principaux événements suivants :

- Les entrées de commandes enregistrées par le Groupe CLEMESSY au cours de l'exercice 2010 se sont élevées à 594,7 M€ contre 523,3 M€ en 2009, soit une progression de 71,4 M€ par rapport à l'exercice précédent. Le carnet de commandes consolidé à fin décembre 2010 se situe à 473,9 M€ contre 468,2 M€ au 31 décembre 2009 ce qui représente près de dix mois d'activité.

- Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe CLEMESSY atteint ainsi 570,8 M€ contre 552,6 M€ l'année passée, soit une progression de plus de 3 %. La production mensuelle a fluctué tout au long de l'exercice entre 40 M€ et 55 M€. L'activité des premiers trimestres de l'exercice n'a démarré que lentement et progressivement pour finalement atteindre 158 M€ de production sur le dernier trimestre.

- Le chiffre d'affaires export ressort à 61,6 M€ en retrait de 11,4 % par rapport à l'année précédente (69,5 M€). Parmi les principaux pays contributeurs à l'export, on retrouve : la Mauritanie, la Guinée Équatoriale, la République du Congo, la Belgique, le Maroc, l'Allemagne, le Sénégal et la Roumanie.

- En 2010, le Groupe CLEMESSY est resté très attentif à l'évolution du cours des matières premières et notamment du cuivre et de l'aluminium sans pour autant prendre de nouvelles couvertures matières que celles déjà existantes.

- La production de l'exercice 2010 a été réalisée sans affaires très significatives et le projet EDF DOM / Corse, dont la réalisation a commencé en 2009 mais qui a déjà pris plus de 10 mois de retard (4,3 % de la production 2010), n'a pas encore eu de réel impact sur les résultats. La proportion des grands projets dans la production annuelle est comparable à celle de 2009.

- La somme des résultats d'exploitation du Groupe CLEMESSY passe de 12,5 M€ en 2009 à 11 M€ en 2010. En termes de périmètre de consolidation, le résultat opérationnel 2010 ressort à 10,5 M€, en retrait de seulement 0,9 M€ par rapport à l'exercice précédent, malgré des dotations aux provisions pour risques et charges nettes complémentaires de plus de 3 M€. Ce niveau de résultat traduit la forte résilience du Groupe CLEMESSY au cours de ces dernières années.

- Le résultat net consolidé du Groupe à fin décembre 2010 est de 6,2 M€.

- Les capitaux propres consolidés du Groupe ressortent à 49,7 M€, en diminution de 2,1 M€ par rapport à la situation au 31 décembre 2009.

- En ce qui concerne l'endettement financier net au 31 décembre 2010, le Groupe est en position prêteuse de 48,1 M€, en recul de 22,6 M€ par rapport à l'année précédente. Cette variation

est essentiellement due au besoin en fonds de roulement lié à l'activité qui continue de subir l'impact défavorable de la loi LME. Le montant de l'autofinancement dégagé par le Groupe en 2010 (16,6 M€) a permis de financer les investissements nets (9,9 M€) et les dividendes versés (8 M€) au cours de l'exercice. Ces chiffres confirment la solidité financière du Groupe CLEMESSY.

- Au cours de l'exercice 2010, le Groupe CLEMESSY a continué d'évoluer dans un environnement économique difficile ; globalement le niveau d'activité a progressé mais les taux de marge se sont tendus. Aussi, le Groupe CLEMESSY a poursuivi ses efforts dans la maîtrise de ses frais généraux afin de maintenir de bonnes performances opérationnelles.

- Les effectifs du Groupe CLEMESSY à fin décembre 2010 s'élèvent à 5044 collaborateurs, soit un accroissement net de 17 salariés par rapport à fin décembre 2009.

- La politique de formation du Groupe CLEMESSY s'est poursuivie et renforcée. Plus de 2000 stagiaires sont formés par an, dont plus de la moitié via l'Institut Des Métiers (IDM), le centre de formation interne. Des formations diplômantes ou non sont dispensées notamment pour accompagner le personnel vers les secteurs porteurs en manque de personnel (nucléaire, pharmacie, ...). Cette politique sera poursuivie dans le futur.

- Une situation financière saine en 2010 et un carnet de commandes offrant une bonne visibilité au 1er janvier 2011 doivent permettre au Groupe CLEMESSY d'aborder confiant le nouvel exercice. Une vigilance particulière et des efforts complémentaires seront également déployés pour améliorer les performances économiques des entreprises ou filiales en difficulté.

Des opérations de croissance externe en France et à l'international ainsi qu'une ouverture accrue sur les marchés à l'export vont se poursuivre au sein du Groupe CLEMESSY en 2011 pour compléter et accroître ses expertises ainsi que son développement futur.

FAITS MARQUANTS AU NIVEAU DE CLEMESSY SA

- L'année 2010 a continué à être difficile pour CLEMESSY SA du fait d'une conjoncture économique toujours tendue. Cependant le volume des entrées de commandes a connu une amélioration par rapport à 2009, CLEMESSY SA remportant de très beaux succès commerciaux. Malheureusement les marges n'ont pu être maintenues au même niveau que les années précédentes.

- Le carnet de commandes se monte en fin d'année 2010 à 388,1 M€ de chiffre d'affaires (contre 375,6 M€ au 31 décembre 2009) représentant presque 11 mois d'activité dont une partie de la production va s'étaler jusqu'en 2013.

- En termes de réalisation de chantiers, l'année 2010 a été en retrait avec des taux de marge en baisse venant confirmer que la crise entamée en 2009 s'est poursuivie tout au long de l'année 2010.

Ainsi l'objectif principal de l'année 2011 doit être de revenir au niveau des marges des années passées.

- Le résultat d'exploitation, augmenté de la quote-part sur opérations réalisées en commun, ressort à 14,2 M€ à nouveau en baisse par rapport au dernier exercice (15,4 M€ en 2009 et 16,7 M€ en 2008).

- CLEMESSY SA a réalisé ses objectifs tels que fixés dans les budgets, permettant ainsi le déclenchement de l'intéressement et ce comme l'année précédente.

- Le résultat net 2010 s'élève à 7,1 M€ contre 9,0 M€ en 2009 avec la prise en compte de la dépréciation de titres de filiales déficitaires, après calcul de la participation des salariés aux résultats de l'entreprise 2010 et impôt sur les bénéfices.

- Après prise en compte d'un dividende de 8,0 M€ versé en 2010 (en progression de 38 % par rapport à celui versé en 2009) au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2009, les capitaux propres au 31 décembre 2010 s'élèvent à 48,9 M€ et l'endettement financier net ressort en position prêteuse de 55,1 M€.

1. ACTIVITÉS ET PERSPECTIVES 2011

1.1 PERSPECTIVES 2011 AU NIVEAU DU GROUPE CLEMESSY

Sur l'exercice 2010 comme sur les dernières années, CLEMESSY dégage un résultat positif et ce malgré la crise économique toujours persistante qui se fait principalement ressentir au niveau des marges. Résultat de ses choix stratégiques amorcés depuis plusieurs années, le positionnement de CLEMESSY sur différents axes marchés et différents métiers permet au Groupe d'être globalement positif.

Certaines entreprises du Groupe connaissent des difficultés persistantes et présentent par là même des comptes d'exploitation déficitaires. Des mesures doivent continuer à être recherchées et à être prises pour que ces entreprises gagnent en efficacité et en rentabilité afin de les faire revenir vers l'équilibre au plus vite. Ceci fait partie des engagements forts du Groupe pour l'exercice à venir.

Après deux années 2008 et 2009 sans qu'aucune acquisition n'ait été réalisée, CLEMESSY a renoué sur 2010 avec la croissance externe. Le Groupe a tout d'abord acquis en septembre 2010 une société dans le Nord de la France lui permettant de se renforcer dans la réparation de moteurs électriques de petites tailles. D'autre part, un ensemble de sociétés belges a été acquis en novembre 2010 permettant au Groupe de se positionner sur le marché belge, mais surtout d'acquérir des compétences reconnues dans la pharmacie. De nouvelles croissances sont envisagées début 2011 qui doivent reposer tant sur le développement de nouvelles compétences que sur la conquête de nouveaux marchés en France et à l'international. Le chiffre d'affaires lié aux croissances externes prévu pour 2011 est équivalent voire supérieur à celui de 2010. La conjugaison d'une part de croissances externes indispensables au Groupe pour augmenter son chiffre d'affaires et développer son savoir-faire, et d'autre part la recherche d'une amélioration de la rentabilité des filiales déficitaires, doit conduire à améliorer les ratios de gestion et en particulier le taux de résultat d'exploitation sur chiffre d'affaires.

2011 doit être pour CLEMESSY l'année de la sortie de crise et de la mise en place de synergies au niveau du Groupe EIFFAGE. Fort de ses positionnements commerciaux tenant compte de ses métiers et de ses compétences reconnues par les clients, CLEMESSY doit continuer de se développer.

1.2 CHIFFRE D'AFFAIRES ET ACTIVITÉ

Le chiffre d'affaires consolidé réalisé par le Groupe CLEMESSY au cours de l'exercice 2010 est de 570,8 M€ contre 552,6 M€ l'année passée (+3 %).

L'impact des croissances externes sur le chiffre d'affaires et sur le résultat consolidé 2010 est non significatif.

En termes de production et en comparaison avec l'année passée, les axes marchés qui ont connu une croissance importante ont été :

- «l'Automobile»
- «la Parachimie/Parapharmacie»
- «Le Nucléaire»
- «l'Energie»

«L'Aérospatial», «L'Energie», la «Chimie et Pétrochimie», le «Nucléaire» et les «Services» continuent à être des axes marchés importants avec au minimum plus de 50 M€ de production sur l'exercice. La part relative de ces différents axes marchés devrait progresser en 2011.

A noter que sur 2010, le secteur de l'Automobile a redémarré avec une production proche de 50 M€.

1.3 CARNET DE COMMANDES ET ENTRÉES DE COMMANDES

Le carnet de commandes total du Groupe CLEMESSY à fin décembre 2010 ressort à 473,9 M€ avec un taux de marge sur coûts de production de 14,22 % contre 468,2 M€ à 16,8 % l'année passée.

Ce carnet de commandes représente presque 10 mois d'activité (6,5 mois d'activité en retirant le projet EDF DOM Corse), une partie devant s'étaler sur 2012 et au-delà. Cette situation doit permettre au Groupe d'aborder l'année 2011 sans réelle inquiétude en termes d'objectifs et de continuer à préparer les années à venir.

Au niveau de l'enregistrement des commandes, malgré le contexte difficile du marché, certains axes marchés ont connu une croissance en volume par rapport à l'année passée notamment «l'Aéronautique» (+7,6 M€), «l'Automobile» (+34 M€), «la Chimie Pétrole Gaz» (+6,5 M€), «la Mécanique» (+3,8 M€), «la Métallurgie & Sidérurgie» (+8 M€), «le Nucléaire» (+16,2 M€) et «l'Environnement» (+4 M€).

Les principaux contrats signés sur l'exercice sont les suivants :

- Fin 2008, CLEMESSY a signé le marché EDF DOM / Corse consistant en la réalisation des installations électriques générales des nouvelles centrales Diesel des Départements d'Outre-Mer. Une réussite historique pour le Groupe puisqu'il s'agit du plus gros contrat jamais signé. Le marché de base est de l'ordre de 150 M€. Tout au long de 2009 et 2010, des commandes supplémentaires ont été signées dans le cadre de ce marché permettant de porter à fin décembre 2010 le montant total du marché à plus de 215 M€.

- CLEMESSY METZ a signé un marché pour le remplacement de 19 postes de transformation 1000 KVA. L'usine de Gandrange, spécialisée dans les aciers longs au carbone, a recentré son activité sur l'exploitation d'un laminoir à barre et à couronne (LCB).

- CLEMESSY MNO (MAINE NORMANDIE) Les Ulis a étudié et réalisé un moyen de contrôle Ultra Sons des carters 5 cylindres du moteur FORD PUMA pour TUPY FONDERIE au Brésil.

- CLEMESSY REIMS a traité le lot courants forts du remodeling de l'hypermarché du Centre Commercial Auchan d'Avignon. Les prestations réalisées seront les suivantes : réfection des équipements techniques (poste HTA, TGBT), rénovation des zones techniques, réaménagement de l'aire de vente, rénovation des laboratoires (boucherie, poissonnerie, boulangerie), rénovation de la ligne de caisses, rénovation et extension des bureaux.

- L'année 2010 consolide le positionnement de CLEMESSY DUNKERQUE dans l'activité portuaire : le Port de Calais lui a confié les automatismes, la supervision, le comptage des véhicules par traitement vidéo des passerelles transmanche, et le Port de Dunkerque lui a passé commande du rewamping des automatismes Rockwell et la mise en réseau ethernet de 3 ponts de trafic routier du Port.

- CLEMESSY LYON est attributaire du marché d'installation «Instrumentation Global 1» pour le compte du client STORENGY, sur le site de Tersanne situé dans le département de la Drôme, sur l'axe de transit Nord-Sud du gaz naturel géré par GRTgaz. Le stockage est réalisé dans 13 cavités salines à 1400 m de profondeur et a un rôle de régulation saisonnière. Dans le cadre du renforcement des réseaux de GDF SUEZ, et en cohérence avec le développement de l'interconnexion de Saint Avit et des nouveaux stockages de Hauterives, le site est complètement rénové. Cette phase correspond aux travaux sur les 2 puits situés sur le site, à la mise en place de nouveaux comptages et système d'analyse, et à l'installation d'une partie du nouveau système de contrôle-commande. Les études et les travaux se dérouleront sur 2 ans et permettront, à terme, de piloter ces installations depuis une nouvelle salle de contrôle.

- L'ONERA (Modane) a confié à CLEMESSY SEA les études et la réalisation d'un plot de montage motorisé et automatique. L'objectif est de gagner du temps d'essais en soufflerie. Le plot est composé de 3 moto-réducteurs et de 2 vérins électriques (dont un d'une poussée de 60 tonnes). L'ensemble fait environ 9 tonnes ; il est capable de manipuler une charge de 6 tonnes au bout d'un bras de 4 mètres.

- CLEMESSY STRASBOURG s'est vu confier les lots courants forts et process dans le cadre de la construction d'une nouvelle unité de dépollution des sols sur le site de l'usine ROHM&HAAS / DOW à Lauterbourg et modification de l'unité de traitement des effluents existante.

- CLEMESSY MNO (MAINE-NORMANDIE) s'est vu confier par SIGIDURS (Syndicat de traitement et valorisation des ordures ménagères de 41 communes du Val d'Oise) dans le cadre de la fourniture et la mise en oeuvre clés en main d'une nouvelle turbine vapeur sur son site de Sarcelles, la part d'études HTA / BT et contrôle-commande. Ce projet est l'aboutissement d'une coopération avec CRYSTAL IDF, axée principalement sur les métiers des procédés thermiques.

- CLEMESSY OAT (OUEST ATLANTIQUE) s'est vu confier par OUEST-FRANCE (premier quotidien français) qui augmente la capacité de production de son imprimerie nantaise de la Chevrolière en y implantant une seconde rotative, l'installation du poste de transformation et d'un transformateur sec 20 KV / 400 V - 1600 KVA, l'alimentation du TGBT et de la rotative, l'extension du TGBT, la détection et l'extinction incendie.

- FONTANIE réalise pour le compte du MIPIH de Toulouse les lots courants forts et courants faibles de leur nouveau data center dédié aux établissements hospitaliers. Ce contrat d'1 M€ comprend 2 réseaux de 1250 KVA avec le groupe électrogène, 2 réseaux ondulés, l'intégration du poste HTA et la distribution BT, l'alimentation de tous les serveurs, la détection incendie, le réseau d'extinction, le contrôle d'accès, la détection intrusion, la vidéosurveillance, la supervision et la GTC sur serveur web.

- La diversification dans la récupération des métaux précieux porte ses fruits : TERRA NOVA a confié à CLEMESSY DUNKERQUE la réalisation des automatismes et supervision du pilotage des fours et de la post-combustion dans le cadre intrinsèque du process, ainsi que la gestion du traitement des fumées dans le cadre du respect de l'environnement.

- PLS est intervenu récemment au Ministère des Affaires Etrangères à Paris, plus connu sous le nom de Quai d'Orsay, pour mettre en place un poste provisoire de 1250 KVA alimenté en 20 KV double dérivation, pour une période de deux mois. Ce poste se substitue au poste fixe de 2 x 800 KVA qui est en cours de remplacement.

- CLEMESSY LYON réalise pour le compte de SOFRADIM, spécialiste dans la recherche et fabrication d'implants chirurgicaux, les lots courants forts et courants faibles, dans le cadre de la construction de deux nouveaux bâtiments à usage pharmaceutique situés à Trevoux (01).

- CLEMESSY SEA exécute pour RENAULT Lardy (pôle électrique) la commande d'un banc d'essais de moteurs électriques d'une capacité de 120 KW et d'une vitesse de 15000 tr/min ; ce banc est capable de tester toutes les configurations possibles existantes.

- CLEMESSY EPINAL a réalisé pour RTE le poste neuf 400 KV de 600 MVA et l'extension du poste 225 KV sur le site RTE de LA CAPELLE (02). Ce projet «clés en main» a nécessité 30 000 heures d'études et travaux. C'est la première fois que CLEMESSY EPINAL réalise un poste de cette taille en France.

- CLEMESSY COLMAR, dans le cadre d'un partenariat avec ADSOBA, société spécialisée sur le marché du photovoltaïque, est à même de proposer une offre globale dans ce domaine. CLEMESSY COLMAR réalise les études de la future installation et mène l'ensemble des démarches administratives auprès d'ERDF pour les raccordements au réseau et d'EDF pour les modalités de rachat de l'énergie produite. Le dernier chantier en cours concerne un hangar agricole dont la puissance installée est de 250 kVA. L'ensemble des réalisations représente 1,2 MW.

- EDF a fait confiance à CLEMESSY LYON pour la réalisation de la rénovation du contrôle-commande de la centrale de La Coche (73). Cette centrale d'une capacité de 4x85 MW fonctionne en turbinage et en pompage. La prestation de CLEMESSY LYON, sur une durée de 3 ans, consiste à déposer puis reprendre le contrôle-commande de chaque groupe et à changer les tableaux généraux basse tension (TGBT) de la centrale. Cette commande nécessitera 2 000 heures de chef de projet, 2 800 heures d'études électrotechniques, 1 700 heures d'études automatismes et 11 000 heures de chantier. La réalisation devrait se dérouler jusqu'à fin 2011.

- CLEMESSY REIMS - ORLEANS s'est vu confier par L'EPPGHV «Etablissement Public du Parc et Grande Halle de la Villette», composé de La Grande Halle, de 19 bâtiments et d'un parc de 35 ha situé à Paris XIXème, le contrat de maintenance et d'exploitation multi-techniques des installations du Parc de la Villette pour une durée de 4 ans. Les prestations regroupent : les courants forts HT, BT, l'éclairage des bâtiments et de l'extérieur du parc, les courants faibles (GTC, GTB, contrôle d'accès, anti-intrusion, vidéosurveillance, système SSI), la climatisation, CVC, la plomberie, la protection incendie (RIA), le réseau air comprimé, l'organisation technique des manifestations culturelles. Ce marché a été remporté en groupement avec FORCLIM.

- CLEMESSY OAT (OUEST ATLANTIQUE) réalise une première installation de biométhanisation agricole en Ile-et-Vilaine. Dans le cadre de ce projet, réalisé en partenariat avec la société PlanET Biogaz France, CLEMESSY OAT a raccordé les installations de production au réseau public. Cette installation de 100 kWe est un exemple concret et transposable d'un projet de développement intégré au territoire et d'une nouvelle voie de diversification économique dans le domaine agricole.

- CLEMESSY DUNKERQUE s'est vu confier par NYRSTAR la réalisation des études d'avant-projet et la définition des spécifications techniques des architectures automatisme / contrôle-commande de son atelier de production INDIUM METAL (études suivies d'une commande pour les travaux à réaliser en 2011).

- CLEMESSY AST et CLEMESSY SWITZERLAND ont remporté la rénovation des salles VIP de retransmission des tirs d'Ariane. Ces salles implantées à Evry et à Kourou permettent aux VIP invitées à chaque tir d'Ariane ou des lanceurs européens tels que Vega et Soyouz, de suivre en direct les opérations de lancement. Dans ce cadre ont été mis en oeuvre de nouveaux concepts logiciels permettant de supprimer le matériel obsolète, mais également de moderniser les liaisons entre l'Amérique du Sud et l'Europe. Les nouveaux systèmes sont compatibles avec les systèmes actuels de manière à permettre un déploiement progressif sans interruption des lancements déjà prévus et sont ouverts à la rénovation des systèmes en interface.

- CLEMESSY RMT réhabilite l'éclairage public de plusieurs avenues dans Brazzaville (République du Congo). Ce projet consiste à réhabiliter plus de 5 kilomètres du réseau d'éclairage public ainsi que 3 postes MT/BT dans un délai de deux mois

(75 collaborateurs, 2 km de forage dirigé horizontal, 2,5 km de tranchées traditionnelles ainsi que la levée de 175 candélabres).

- EDF lance un programme industriel d'envergure : exploiter le parc nucléaire au-delà de 40 années et augmenter la puissance des réacteurs avec une sûreté accrue et dans le respect du cadre réglementaire. C'est dans ce contexte que CLEMESSY NUCLEAIRE a obtenu le contrat Installations Electriques Générales (IEG) de plusieurs centrales. Cette commande, remportée en groupement d'entreprises, représente un montant propre d'environ 50 M€ et s'étalera jusqu'en 2020. Cette nouvelle référence positionne CLEMESSY comme un des leaders sur le marché des IEG et confirme ses savoir-faire dans le monde du nucléaire.

- GAME INGÉNIERIE assure le contrat de maintenance de l'ensemble du parc de matériel du laboratoire de recherches de SANOFI Romainville, offre retenue en raison du coût de la prestation mais également en raison de la capacité à maîtriser la maintenance d'une large palette d'appareils de divers constructeurs.

- CLEMESSY MÉDITERRANÉE décroche le contrat de maintenance des installations de production en région Méditerranée pour le client AIR LIQUIDE. Ce contrat d'une durée d'un an renouvelable, consistera à réaliser des prestations d'électricité, d'instrumentation, d'analyse et de climatisation. Ces dernières sont sous-traitées à FORCLIM.

1.4 RENTABILITÉ OPÉRATIONNELLE

Au niveau du Groupe, les taux de marge sur affaires ont diminué de 1,1 % entre 2009 et 2010.

Le chiffre d'affaires reconnu à hauteur des coûts engagés sur les projets inférieurs à 60 K€ a légèrement diminué au cours de l'année 2010. Il en résulte un dégagement de marge de l'ordre de 0,8 M€ au cours de l'exercice.

En conclusion, le résultat opérationnel consolidé du Groupe ressort à 10,5 M€. Ce résultat en diminution (-8 %) résulte d'une baisse des marges et ce malgré le ciblage de nos affaires. La recherche continue de l'optimisation de nos marges et plus particulièrement dans les structures en difficulté ainsi que l'amélioration de la réalisation des chantiers tant en France qu'à l'export doivent permettre à CLEMESSY de revenir à des taux de marge supérieurs.

1.5 RÉSULTAT NET

Le résultat net s'inscrit à 6,2 M€ contre 16 M€ l'année précédente.

A noter que sur l'exercice 2009, la situation bénéficiaire du Groupe CLEMESSY et les perspectives favorables avaient conduit à une ré-estimation de la situation fiscale différée qui s'était traduite par un produit d'impôt non récurrent de 8,1 M€.

1.6 TRÉSORERIE

Les dispositions de la loi LME introduite en 2009, qui avaient alors fortement impacté la trésorerie du Groupe, ont continué d'avoir une incidence négative sur celle-ci en 2010. Les délais de règlement des fournisseurs ont encore été réduits de 8 jours sur l'exercice écoulé alors que dans le même temps les délais de règlement des clients n'ont été réduits que de 2 jours. L'écart à fin décembre 2010 entre ces deux délais (fournisseurs et clients) se montait à 28 jours ce qui montre la marge de progression possible en terme de trésorerie.

La trésorerie nette consolidée, excédentaire à fin décembre 2009 de 74 M€ du fait d'acomptes exceptionnels, se monte à fin décembre 2010 à 51 M€, chiffre tout de même remarquable.

Le Groupe CLEMESSY n'a recours à aucun instrument de trésorerie court terme de type escompte, Dailly ou factoring.

1.7 ÉLÉMENTS DE BILAN

Le total du bilan consolidé est de 380 M€ contre 375 M€ l'année passée.

Les principales évolutions des postes d'actif sont les suivantes :

- les écarts d'acquisition, ainsi que les immobilisations incorporelles demeurent stables
- les immobilisations corporelles sont en augmentation du fait principalement des travaux de rénovation dans les locaux utilisés par la société EMCS (Mulhouse), par l'agence de Rouen ainsi que par la société EIS (St Paul-lez-Durance)
- les immobilisations financières sont en augmentation du fait des prises de participation dans les sociétés REF, CLEMESSY BELGIUM et PROCAT sur 2010
- les impôts différés actifs sont restés stables sur 2010
- la somme des stocks et encours, créances clients et autres créances augmente de plus de 9 % du fait de l'accroissement important des créances clients (+24 M€) alors même que les stocks ont baissé.

Le Besoin en Fonds de Roulement est devenu positif en 2010 (besoin) du fait de l'augmentation de l'actif à court terme alors que le passif à court terme reste relativement stable.

Au passif, on note les éléments suivants :

- les capitaux propres consolidés de 49,7 M€ à fin 2010, suffisants au regard du volume d'activité, sont stables sur l'exercice par rapport à 2009 (51,8 M€). On rappellera qu'en 2010, CLEMESSY a versé à son nouvel actionnaire 8 M€ de dividendes, montant en forte augmentation (+38 %) par rapport à l'année précédente
- les provisions pour risques et charges (CT + LT) sont en augmentation de +4,7 M€ (+12,5 %)
- en terme d'endettement financier net, le Groupe CLEMESSY termine l'exercice en position prêteuse de 48,1 M€. Le passage de la position de trésorerie à l'endettement financier net figure en note 11 de l'annexe aux comptes consolidés.

1.8 LA R&D DANS LE GROUPE CLEMESSY

Le Groupe CLEMESSY a la volonté de se rapprocher des process de ses clients, de soutenir la croissance de son chiffre d'affaires et d'améliorer sa pertinence sur le marché. Pour cela, il s'est attaché à développer ses offres par des travaux de Recherche & Développement internes permettant de trouver, formaliser, packager et mettre au point des solutions de base reconductibles.

CLEMESSY va poursuivre jusqu'à fin 2011 l'utilisation de l'agrément pluriannuel du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche en tant qu'organisme exécutant des travaux de recherche et de développement pour le compte de sociétés. Cet agrément permet aux clients de CLEMESSY de bénéficier du CIR (Crédit d'Impôt Recherche) pour leurs travaux de recherche et développement qu'ils confient à CLEMESSY.

Pour aider aux financements et à l'efficacité de ces travaux, le Groupe CLEMESSY est fortement impliqué au niveau des projets collaboratifs et des pôles de compétitivité. Cette démarche permet également d'être un acteur moteur dans ces domaines de recherche dans le cadre du dispositif du CIR .

Dans le cadre de la création des pôles de compétitivité en France, CLEMESSY est aujourd'hui impliqué au niveau des pôles de compétitivité Automobile (véhicule du futur, MOVEO, ID4 Car), Aéronautique et Spatial (ASTECH, Aerospace Valley), Energie (EnergieVie) et Agroalimentaire (Qu@liMed, ViaMeca).

Les principaux travaux de R&D effectués sont :

> Pour CLEMESSY SA :

- CLEMESSY MAINE-NORMANDIE / AMQ finalise ses travaux sur les nouveaux algorithmes de détection de défauts au niveau des boîtes de vitesses par contrôle vibratoire, en fin de cycle de production. Ce développement est réalisé en impliquant la filiale DYNAE ainsi que l'IRSEEM et pourra être intégré dans les futurs bancs d'essais. La solution mécanique du banc a également été optimisée afin de pouvoir accéder à de nouveaux marchés Export avec des niveaux de prix adaptés.

- CLEMESSY MAINE-NORMANDIE MECANIQUE : la standardisation et la simplification de notre convoyeur à rouleaux pour carters cylindriques sera un produit complémentaire à la gamme de produits déjà existante plus orientée vers des pièces tournantes.

- CLEMESSY AST : le projet VETESS réunissant CLEMESSY, le laboratoire MIPS de l'Université de Haute-Alsace, l'Université de Franche-Comté, PSA et Smartesting vient d'être finalisé. Cet outil est complémentaire à notre logiciel de pilotage des tests automatisés TestInView et permettra de faciliter et fluidifier la chaîne de conception des composants électroniques et électriques pour nos clients «Automobile» et «Aérospatial».

- CLEMESSY AST participe au projet RECUPENER labellisé par le pôle de compétitivité ASTECH, en partenariat avec les acteurs industriels majeurs du marché aérospatial comme MESSIER BUGATTI, SAGEM, HISPANO SUIZA, ... afin de développer et mettre au point les nouveaux réseaux d'alimentation des avions «plus» électriques. Le savoir-faire de CLEMESSY est reconnu pour définir et développer les nouveaux outils de tests accompagnant cette nouvelle technologie.

- CLEMESSY AST s'est engagé dans le projet CODRIVE dont la finalité est de valider les nouveaux échanges d'informations entre les véhicules et l'infrastructure ; il est labellisé par les pôles de compétitivité (MOVEO, Véhicule du futur et Systematic). La compétence de CLEMESSY au niveau du pilotage des infrastructures routières et autoroutières a été reconnue par des partenaires prestigieux comme VALEO et l'INRETS. Elle a également permis d'intégrer notre client APRR au niveau du projet.

- CLEMESSY REIMS - ORLEANS a initialisé le développement de briques de base pour une offre de gestion technique centralisée des bâtiments. Ces développements ont été réalisés en respectant les textes législatifs et décrets les plus récents en matière de performance énergétique. Ils permettront un accès à ce nouveau marché en pleine expansion.

- CLEMESSY OUEST ATLANTIQUE (avec la marque RAMBURE) a mené un projet de rationalisation et d'optimisation des baies de dosage et d'application de produits épais sur l'aspect automatisme et mécanique. Cet investissement nous a permis de maintenir notre position sur la partie encollage montage de pièces et devrait nous donner accès à certains marchés Export (Allemagne, PECO, ...).

- CLEMESSY OUEST ATLANTIQUE a co-développé au niveau du projet collaboratif DRIMB, une cellule robotisée de découpe de muscles bovins, ce projet a été labellisé par les pôles de compétitivité InnoViandes et Qu@liMed.

> Pour les filiales du Groupe CLEMESSY :

- SECAUTO, après avoir qualifié un analyseur de résidus soufrés hydrogènes (RSH), travaille sur la détection de l'acidité (TAN) dans les pétroles bruts.

- DYNAE : la réalisation d'un collecteur temporel de signaux vibratoires a été finalisée. Le but est de vendre des prestations de diagnostic basées sur l'utilisation de cet outil de collecte par DYNAE. Celui-ci pourra ainsi être utilisé par le Groupe CLEMESSY ou directement par le client.

- DYNAE : le projet SMPE (Système de Maintenance Prédictive d'Eolienne) porte sur le développement d'un système de surveillance / diagnostic de la chaîne cinématique des éoliennes. Ce projet collaboratif réalisé avec la Compagnie du Vent, OROS et NOVA MENS, est en partie financé par l'ADEME et s'adresse à un marché en pleine expansion.

1.9 SÉCURISATION DES RÉSULTATS DÉGAGÉS

Le Groupe CLEMESSY a mis en place depuis plusieurs années un certain nombre de mesures destinées à sécuriser l'expression de résultat et la présentation des états financiers.

La quasi totalité des entités juridiques du Groupe CLEMESSY bénéficient d'un système commun d'information et de gestion permettant d'homogénéiser les outils, les analyses, les procédures et les processus. Seules DYNAE, PLS et deux filiales étrangères sont hors du Progiciel de Gestion Intégré commun au Groupe.

Sur la totalité du Groupe, les taux de facturation sur production et d'encaissement sur production sont analysés tous les mois. Au 31 décembre 2010, la facturation totale des projets est de 101,5 % de la production cumulée (contre 102,8 % l'année passée) et la somme des encaissements est de 92,6 % de la production cumulée (contre 93,8 % l'année passée).

Jusqu'au 31 décembre 2008, le Groupe CLEMESSY, filiale du Groupe VEOLIA, était soumis à la loi Sarbanes Oxley Act (Sections 302 et 404) et avait un référentiel de contrôle interne permettant de donner une assurance raisonnable sur la fiabilité des informations financières transmises à l'actionnaire. Depuis l'appartenance du Groupe CLEMESSY au Groupe EIFFAGE, le suivi du dispositif de contrôle interne de CLEMESSY a été renforcé aux processus opérationnels. Une deuxième campagne de Pilotage de l'Environnement de Contrôle Interne a été menée sur l'outil commun du Groupe EIFFAGE. Les chefs d'entreprises du Groupe CLEMESSY ont répondu à un nouveau questionnaire d'auto-évaluation du Contrôle Interne. La sensibilisation à la gestion et à la maîtrise des risques se poursuit par la mise à disposition du Guide des Bonnes Pratiques d'EIFFAGE en version dématérialisée sur l'info-centre Lotus Notes du Groupe CLEMESSY. Différents acteurs fonctionnels et opérationnels ont participé à la refonte de ce Guide qui sera diffusé courant 2011.

Actuellement, les écarts du contrôle interne identifiés sont limités et ne présentent pas de risques majeurs, ni pour la présentation des comptes, ni pour le respect des bonnes règles de gouvernance de l'entreprise.

Le Groupe exprime le chiffre d'affaires généré sur les projets inférieurs à 60 K€ à hauteur des coûts engagés. Cette méthode appliquée à de petites affaires de fonds de commerce dont la rotation est rapide permet de rester prudent et de ne pas anticiper la reconnaissance du résultat.

Le Groupe CLEMESSY peut être amené à utiliser des contrats de couverture de prix de matières premières et des contrats de couverture de change.

2. INFORMATION SOCIALE AU NIVEAU DU GROUPE CLEMESSY

Les résultats 2010 ont permis le versement au niveau du Groupe CLEMESSY d'une participation et d'un intéressement d'un montant global de 3,8 M€.

En 2010, 7 accords salariaux ont été signés sur 16 sociétés au total (3 d'entre elles n'ont pas de représentation du personnel).

Outre les accords salariaux, les accords suivants ont été signés au cours de l'année 2010 :

- accord relatif à la composition du CHSCT de CLEMESSY MULHOUSE
- accord relatif aux conditions de déplacement hors métropole de CLEMESSY ROUEN
- accord relatif à la couverture sociale Santé au sein de COGELUB
- accord portant sur un régime d'astreinte au sein de FDRS
- accord relatif à l'Aménagement du Temps de Travail au sein de SEH.

Le processus relatif au projet de mise en place d'un système d'alerte professionnelle n'est pas encore clos à ce jour au sein de GAME INGENIERIE et de DYNAE.

Il est actuellement suspendu au sein de CLEMESSY et de FONTANIE suite à la demande des CCE de faire appel à un expert.

2010 est la première année de l'application des accords (et plans d'actions seniors) qui ont été signés en 2009. Les objectifs définis ont globalement été tenus.

En ce qui concerne l'emploi :

Les effectifs à fin décembre 2010 s'élèvent à 5044 collaborateurs (+ 17 par rapport à décembre 2009) et à 3571 pour CLEMESSY SA (+ 31 par rapport à décembre 2009).

La crise perdurant, CLEMESSY a maintenu une certaine prudence dans les rythmes de recrutement. Ceux-ci sont toutefois en progression par rapport à 2009 mais restent en retrait significatif par rapport à 2008 :

- 284 recrutements ont été réalisés en CDI (218 en 2009) dont 189 pour CLEMESSY SA (159 en 2009) .

Nous assistons depuis 2 ans à un certain ralentissement du nombre de mobilités (42 en 2010 et 64 en 2009) mais les prêts de personnels inter-unités restent élevés (185) et permettent d'absorber les fluctuations de charges.

Le Groupe CLEMESSY a maintenu ses actions de communication tant internes qu'externes :

- parution de 5 numéros d'«Opportunités», le journal des emplois du Groupe CLEMESSY, avec communication de plusieurs dizaines de postes ouverts

- participation à 20 salons de recrutement permettant de renforcer la notoriété du Groupe CLEMESSY.

105 jeunes en contrat d'alternance ont également été embauchés en septembre et octobre 2010 portant le total au sein du Groupe CLEMESSY au 31 décembre 2010 à 183 jeunes en formation par alternance (191, un an auparavant). A noter que le taux de réussite aux examens reste proche de 90 %.

31 jeunes (35 en 2009) issus de quartiers dits «sensibles» (ZUS/CUCS) ont intégré le Groupe CLEMESSY sous différentes formes de contrats (CDI, CDD, alternance,...).

Un livret d'accueil des nouveaux embauchés est en cours de finalisation. Il sera composé de deux parties : un tronc commun à l'ensemble du Groupe et une partie spécifique à chaque entreprise.

En ce qui concerne la formation :

Le Groupe CLEMESSY a consacré en 2010, 7,2 M€, soit 4,5 % de sa masse salariale à la formation professionnelle (dont 5,2 % de sa masse salariale pour CLEMESSY SA).

Au niveau du Groupe et hors formations sécurité, ce sont 2080 stagiaires qui sont allés en formation dont plus de la moitié à des formations organisées par l'IDM (Institut Des Métiers, le centre de formation interne du Groupe CLEMESSY).

Parmi les développements et actions majeures de l'IDM réalisés en 2010, on notera :

- Création du parcours formation «chargé d'essais en milieu nucléaire».

L'objectif est de développer les savoirs en méthodologie d'essais sur différentes techniques (mesures physiques, électrique, instrumentation régulation et mécanique) dans le respect des règles propres à l'environnement nucléaire

- Création du parcours formation «responsable contrat maintenance».

L'objectif est d'acquérir la capacité de mettre en place les méthodes et outils de la maintenance et d'assurer le management du contrat et de son équipe

- Création de 6 stages dont :

2 en photovoltaïque pour les chargés d'affaires et les monteurs / installateurs

1 sur le lignage horizontal des arbres courts pour les monteurs / installateurs

3 dans le domaine de la qualité : dynamisation et pilotage de processus, mise en pratique de l'audit QSE interne, système de management QSE CLEMESSY

- 11 salariés ont suivi le parcours formation «conducteur de chantiers électriques» (parcours sanctionné par une qualification). Les 11 ont obtenu le CQPM «responsable d'une équipe autonome»

- 11 salariés ont suivi le parcours formation «chargé d'affaires» (formation sanctionnée par une qualification).

Les 11 ont obtenu le CQPM «technicien commercial industriel»

- 10 salariés ont suivi le parcours formation «projeteur électrotechnique»

- 7 salariés suivent actuellement le parcours de formation «chef de projet». Il sera sanctionné par le diplôme universitaire «chargé de projet» planifié en juin 2012

Les 10 chefs de projet inscrits au parcours formation en 2009 ont tous obtenu en 2010 le diplôme universitaire «chargé de projet» avec mention. La cérémonie de remise des diplômes s'est tenue en janvier 2011

- 8 salariés sont inscrits au parcours formation «chargé d'essais en milieu nucléaire» qui prendra fin en février 2011. La clôture se fera en présence du client EDF

- 6 salariés ont suivi le parcours formation «responsable contrat maintenance»

- 9 salariés ont suivi le parcours formation «monteur électricien» adapté pour les monteuses serruriers évoluant vers le métier de monteur en courant fort.

Comme tous les ans, les apprentis de la filière BAC ELEC sont venus à l'Institut des Métiers (IDM) se former aux pratiques de chantiers électriques afin de faciliter une intégration plus rapide au sein des équipes chantiers.

Sur 2010, l'IDM a accueilli 56 apprentis BAC ELEC.

Au sein de l'Institut EIFFAGE et de CREF :

- 2 chefs d'entreprise sont inscrits à l'Institut EIFFAGE, formation en management stratégique, en partenariat avec l'ESSEC

- 9 salariés ont suivi des formations CREF.

Un outil d'enregistrement des savoir-faire techniques (SAGESSE) a été développé et est en cours de finalisation.

En ce qui concerne l'évolution des structures, la D.R.H. accompagne le Groupe dans les démarches de réorganisation ou modification du périmètre.

Au cours de l'année 2010, les évolutions de périmètres suivantes ont été gérées :

- acquisition de la société REF (Rebobinage Electrique des Flandres)

- cession du fonds de commerce de la société FDRS à la société REF devenue concomitamment EMCS NORD avec transfert du personnel et de l'activité (avec effet au 1er janvier 2011)

- acquisition de 3 sociétés belges : HYLINE, PHARMSYS devenue CLEMESSY BELGIUM, et PROCAT.

Bilan consolidé (en K€)

ACTIF					
	Notes	2010		2009	
		BRUT	AMORT. PROVISIONS	NET	NET
Goodwill	(1)	3 861	0	3 861	3 861
Immobilisations incorporelles	(2)	13 091	12 458	633	791
Immobilisations corporelles	(3)	80 347	50 362	29 985	28 650
Immobilisations financières	(4) (5)	9 830	2 193	7 637	4 961
Titres mis en équivalence	(6)	517	0	517	636
Impôts différés actifs	(16)	12 543	0	12 543	12 680
ACTIF NON COURANT		120 189	65 012	55 177	51 579
Stocks et encours	(7)	15 630	629	15 001	17 034
Créances clients		235 676	6 307	229 369	205 165
Autres créances		21 638	356	21 282	21 696
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(11)	56 832	0	56 832	77 395
Charges constatées d'avance		2 411	0	2 411	1 734
ACTIF COURANT		332 187	7 291	324 896	323 024
TOTAL ACTIF	(18)	452 376	72 303	380 073	374 603

Bilan consolidé (en K€)

PASSIF			
	Notes	2010	2009
Capital	(8)	19 282	19 282
Réserves		24 096	16 404
Résultat de l'exercice		6 260	15 989
CAPITAUX PROPRES – PART DU GROUPE		49 638	51 675
PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE		65	134
CAPITAUX PROPRES		49 703	51 809
Provisions pour risques et charges – part à plus d'un an	(9)	18 883	17 919
Emprunts et dettes financières – part à plus d'un an	(11)	2 387	2 392
Impôts différés passifs	(16)	2 677	2 552
PASSIF NON COURANT		23 947	22 863
Provisions pour risques et charges – part à moins d'un an	(9)	23 666	19 908
Emprunts et dettes financières – part à moins d'un an	(11)	6 301	4 286
Dettes fournisseurs		83 112	83 578
Autres dettes		111 567	108 737
Produits constatés d'avance		81 777	83 422
PASSIF COURANT		306 423	299 931
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIF		380 073	374 603

Compte de résultat consolidé (en K€)

	Notes	2010	2009
Produit des activités opérationnelles	(18)	570 790	552 641
Autres produits de l'activité		1 075	1 582
Achats consommés		-145 831	-133 619
Charges de personnel		-235 203	-233 715
Charges externes		-163 944	-164 802
Impôts et taxes		-6 996	-6 736
Dotations aux amortissements		-5 365	-5 094
Dotations aux provisions (nettes de reprises)		-3 840	-508
Variation des stocks de produits en-cours et de produits finis		-2 367	835
Autres produits et charges d'exploitation		2 555	318
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		10 874	10 904
Autres produits et charges opérationnels		-338	541
RESULTAT OPERATIONNEL	(18)	10 536	11 444
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		1 522	2 332
Coût de l'endettement financier brut		-535	-889
Coût de l'endettement financier net		987	1 444
Autres produits et charges financiers		-1 662	-1 534
RESULTAT FINANCIER	(23)	-675	-91
Quote-part du résultat des entreprises associées		41	196
Impôt sur le résultat	(13) (14)	-3 711	4 431
RESULTAT NET		6 191	15 982
	Part du Groupe	6 260	15 989
	Participations ne donnant pas le contrôle	-69	-7
	<i>Résultat de base par action (part du Groupe)</i>	4,95	12,64
	<i>Résultat dilué par action (part du Groupe)</i>	4,95	12,64

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (en K€)

	2010	2009
Résultat de la période	6 191	15 982
Effet des variations de juste valeur des couvertures des flux de trésorerie (voir note 21)	-481	1 777
Ecart actuariels sur engagements de retraite (voir note 10)	0	3 124
Effet des écarts de change résultant des activités à l'étranger et autres écarts	-14	15
Produit ou charge d'impôt sur le résultat comptabilisé directement en capitaux propres	166	-489
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-329	4 427
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	5 862	20 409
Part du Groupe	5 931	20 402
Participations ne donnant pas le contrôle	-69	7

Tableau de variation des capitaux propres consolidé (en K€)

	Capital	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Capitaux Propres - Part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Capitaux Propres IFRS au 31/12/2008	19 282	4 261	13 548	37 091	127	37 218
Affectation résultat exercice 2008		7 730	-7 730	0		0
Distribution de dividendes			-5 818	-5 818		-5 818
Résultat de l'exercice 2009			15 989	15 989	-7	15 982
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		4 413		4 413	14	4 427
Capitaux Propres IFRS au 31/12/2009	19 282	16 404	15 989	51 675	134	51 809
Affectation résultat exercice 2009		8 021	-8 021	0		0
Distribution de dividendes			-7 968	-7 968		-7 968
Résultat de l'exercice 2010			6 260	6 260	-69	6 191
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		-329		-329		-329
Capitaux Propres IFRS au 31/12/2010	19 282	24 096	6 260	49 638	65	49 703

Tableau des flux de trésorerie consolidé (en K€)

		2010	2009
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		74 033	61 804
Incidence des variations de cours des devises		-32	13
Trésorerie d'ouverture corrigée (A)		74 001	61 817
Résultat net		6 191	15 982
Incidence nette des sociétés mises en équivalence		119	-37
Dotation nette aux amortissements et provisions		10 473	6 371
Autres retraitements sans effet sur la trésorerie		-281	-436
Résultat sur cessions		80	31
Autofinancement		16 582	21 911
Produits des Ressources Financières Nettes		-1 118	-1 668
Produits financiers reçus		1 118	1 668
Charge ou produit d'impôt sur le résultat		3 711	-4 431
Impôt sur le résultat payé		-4 590	-2 367
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		-20 870	10 312
<i>Stocks</i>		2 034	332
<i>Créances d'exploitation</i>		-24 051	50 726
<i>Dettes d'exploitation</i>		713	-34 526
<i>Autres créances et dettes</i>		434	-6 220
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (B)		-5 167	25 425
Immobilisations incorporelles		-321	-420
Immobilisations corporelles		-6 229	-6 177
Immobilisations financières		-3 322	-345
Total des acquisitions d'immobilisations		-9 872	-6 942
Cessions d'immobilisations		16	112
Trésorerie des entités acquises		0	-19
Flux net de trésorerie lié aux activités d'investissement (C)		-9 856	-6 849
Dividendes versés aux actionnaires		-7 968	-5 818
Remboursement d'emprunts		-26	-585
Emission d'emprunts		11	45
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (D)		-7 983	-6 358
Variation de trésorerie (B + C + D)		-23 006	12 217
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture (A + B + C + D)		50 995	74 034
Emprunts et dettes financières – part à plus d'un an à la clôture		-2 387	-2 392
Emprunts et dettes financières – part à moins d'un an à la clôture		-464	-924
Ressources Financières Nettes de clôture (Voir Note 11)		48 144	70 717

1. PÉRIMÈTRE ET MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Conformément à l'ordonnance n°2004-1382 du 20 décembre 2004 qui a modifié le Code de Commerce en France, le Groupe CLEMESSY établit sur option des comptes consolidés en normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards) et les IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations.

Les nouvelles normes, interprétations ou amendements de normes existantes d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2010 (ou antérieurement) selon l'IASB et adoptées par l'Europe à compter du 1er janvier 2010 n'ont pas eu d'incidence sur les comptes du Groupe.

Consolidation

Les méthodes de consolidation utilisées sont :

- soit l'intégration globale,
- soit la mise en équivalence.

Les comptes des sociétés en participation dont le Groupe est gérant et qui sont détenues conjointement avec d'autres associés au travers d'un accord contractuel, sont consolidés par intégration proportionnelle. Ainsi, le Groupe intègre la fraction représentative de ses intérêts dans les comptes des sociétés en participation concernées, après retraitements éventuels.

L'intégration globale

Elle se concrétise par l'intégration du montant total de chacun des postes du bilan et du compte de résultat de la société consolidée, en effectuant la distinction au niveau des réserves et du résultat consolidé entre la part du Groupe et la part des minoritaires. Sont intégrées globalement les sociétés sur lesquelles CLEMESSY SA exerce un contrôle exclusif.

La mise en équivalence

Elle consiste à substituer directement à la valeur comptable des titres détenus le montant de la quote-part des capitaux propres consolidés revenant à la société émettrice (y compris le résultat réalisé à la date de la consolidation).

Est mise en équivalence une société sur laquelle CLEMESSY SA exerce une influence notable.

En 2010 et 2009, seule la société CLEMESSY TELECOMMUNICATIONS SAS est consolidée par mise en équivalence.

Dates de clôture et durées des exercices comptables

Les comptes consolidés ont été établis d'après les bilans et comptes de résultats sociaux des sociétés concernées.

L'exercice social de toutes les sociétés consolidées s'échelonne du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2010, soit une durée de 12 mois.

Société consolidante

Les comptes du Groupe CLEMESSY sont consolidés par intégration globale dans ceux de la société EIFFAGE sise 163 quai du docteur Dervaux – 92600 Asnières-sur-Seine.

2. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

2.1 MODIFICATION DE PÉRIMÈTRE

Le périmètre de consolidation du Groupe CLEMESSY n'a pas évolué en 2010.

2.2 INTÉGRATION GLOBALE

SOCIÉTÉ MÈRE

NOM	SIEGE	PAYS	N° SIREN
CLEMESSY SA	Mulhouse	France	945 752 137

FILIALES DE CLEMESSY SA, détenues en direct

NOM	SIEGE	PAYS	% INTERETS	N° SIREN
FONTANIE SAS	Toulouse	France	100	326 791 993
JAVEL SAS	Montpellier	France	99,99	775 756 620
EMCS SAS	Mulhouse	France	100	419 064 480
FRANCE RESEAUX SAS	Mulhouse	France	100	408 631 091
GAME INGENIERIE SAS	Ormoy	France	99,90	314 990 185
EIS SAS	St Paul lez Durance	France	100	421 197 963
RUAAULT BARON SAS	Lorient	France	100	329 441 166
CLEMESSY Industrie und Elektrotechnik GmbH	Kehl	Allemagne	100	
CLEMESSY Maroc SAS	Rabat	Maroc	95	
SEH SA	Chanteloup les Vignes	France	99,95	393 997 499
PLS SNC	Rezé	France	99,99	380 131 300

FILIALES DE GAME INGENIERIE SAS, détenues indirectement

NOM	SIEGE	PAYS	% INTERETS	N° SIREN
GAME TRAVAUX SA	Berre L'Étang	France	99,98	621 620 103
SECAUTO SAS	Martigues	France	100	318 634 813
DYNAE SA	Villefontaine	France	79,95	305 900 219
COGELUB SAS	Ormoy	France	100	312 033 566
GAME PYRENEES SAS	Mourenx	France	100	502 731 664
FLUIDES IT SAS	St Paul lez Durance	France	100	502 732 811

FILIALE DE EMCS SAS, détenue indirectement

NOM	SIEGE	PAYS	% INTERETS	N° SIREN
FDRS SAS	Dunkerque	France	100	479 607 954

FILIALE DE CLEMESSY I&E, détenue indirectement

NOM	SIEGE	PAYS	% INTERETS
RMT I&E GmbH	Kehl	Allemagne	100

2.3 MISE EN ÉQUIVALENCE

FILIALE DE CLEMESSY SA, détenue en direct

NOM	SIEGE	PAYS	% INTERETS	N° SIREN
CY TELECOM SAS	Mulhouse	France	49	353 917 404

3. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

3.1 RECOURS À DES ESTIMATIONS

Pour préparer les états financiers conformément aux IFRS, la Direction du Groupe CLEMESSY a procédé à des estimations et a fait des hypothèses, notamment concernant la méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires à l'avancement, les provisions pour pertes à terminaison et les retraites et l'évaluation des goodwill et des actifs d'impôt différé, qui peuvent avoir une incidence sur les éléments d'actifs et de passifs ainsi que sur les montants présentés au titre des produits et des charges.

3.2 MÉTHODE DE RECONNAISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires sur contrats est exprimé selon la méthode de l'avancement des travaux. Cependant, compte tenu de la difficulté d'estimation des résultats à terminaison des chantiers de taille peu significative (inférieurs à 60 K€), le chiffre d'affaires appréhendé sur ces chantiers correspond aux coûts engagés. Les affaires qui paraissent devoir dégager une perte à terminaison font l'objet d'une provision.

Le degré d'avancement est mesuré par référence aux coûts exprimés en pourcentage du total des coûts estimés pour chaque contrat. Le coût des projets inclut les charges directes tels que la main-d'œuvre, les études, les matières, la sous-traitance et les frais de transport et une quote-part des frais indirects de production. Les travaux supplémentaires et les réclamations des clients ne sont pris en compte dans l'évaluation du résultat prévisionnel de l'affaire que lorsqu'ils font l'objet d'un engagement du client.

3.3 OPÉRATIONS FAITES EN COMMUN

Les comptes des sociétés en participation dont nous sommes gérants sont intégrés dans nos comptes par intégration proportionnelle.

Les résultats concernant les opérations réalisées dans le cadre de sociétés en participation dont nous ne sommes pas gérants figurent sous la rubrique du compte de résultat "Autres Produits et Charges d'exploitation".

Les résultats sont exprimés selon la méthode de l'avancement des travaux.

3.4 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont constituées pour l'essentiel de logiciels. Les principales durées d'utilisation sont les suivantes :

- Licences informatiques : 5 ans
- Autres logiciels : 1 à 5 ans

3.5 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les terrains, les bâtiments en pleine propriété ou en crédit-bail, et les équipements sont évalués à leur prix de revient d'origine. L'amortissement est calculé selon le mode linéaire.

Les principales durées d'utilisation sont les suivantes :

- Agencements et aménagements des terrains et constructions : 8 ans
- Constructions affectées aux opérations professionnelles : 20 ans
- Installations techniques, matériel et outillage industriels : 5 ans
- Matériel de transport : 5 ans
- Matériel et mobilier de bureau : 8 ans
- Matériel informatique : 4 ans

Les immobilisations implantées à l'étranger sont amorties linéairement en fonction de la durée du chantier, sur un minimum de deux ans.

3.6 IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Le prêt 1 % logement représente la majorité de ce poste et fait l'objet d'une actualisation. La rubrique est également constituée de titres de participation non consolidés, de dépôts et cautionnements et de divers actifs financiers.

Voir NOTE 4

3.7 GOODWILL

À la date d'acquisition, le goodwill correspond à la différence entre :

- la juste valeur de la contrepartie transférée (par exemple le montant payé), augmentée du montant des participations ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise (soit à leur juste valeur, soit pour leur quote-part dans la juste valeur des actifs nets identifiables acquis) ; et

- la juste valeur des actifs et passifs identifiables repris à la date d'acquisition.

Les coûts directement liés à l'acquisition sont comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont encourus.

Les goodwill ne sont pas amortis, conformément à IAS 36 « Dépréciations d'actifs ». Ils font l'objet d'un test de perte de valeur lors de chaque clôture annuelle ou dès l'apparition d'indices de pertes de valeur telle que la baisse du chiffre d'affaires, de la rentabilité ou du carnet de commandes. Pour ce test, les goodwill sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie, qui correspondent à des ensembles homogènes générant conjointement des flux de trésorerie identifiables.

Voir NOTE 1

3.8 CRÉDIT-BAIL

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location financement, telles que définies par la norme IAS 17 « Contrats de location », sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements futurs ou la valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers. Ces immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité généralement observés dans le Groupe.

L'opération de « lease-back » portant sur le bâtiment C2 de CLEMESSY SA, réalisée en 1995, a été retraitée en étalant la plus-value dégagée à l'origine sur la durée du bail.

3.9 VALORISATION DES STOCKS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES

Les stocks de matières premières et fournitures sont évalués selon le coût moyen pondéré. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les matières et fournitures dont les possibilités d'écoulement se trouvent limitées ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation à concurrence de 50 % ou de 100 % de leur valeur comptable si aucun mouvement n'a été comptabilisé pendant l'exercice social ou depuis deux ans.

3.10 CRÉANCES

L'échéance des créances d'exploitation est majoritairement inférieure à un an. Toute créance client échue depuis plus d'un an est systématiquement provisionnée à 100 %.

Les provisions pour dépréciation des créances litigieuses figurent à l'actif, en diminution des créances.

3.11 IMPÔTS DIFFÉRÉS

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales. Selon la méthode du report variable, les impôts différés sont calculés en appliquant le dernier taux d'impôt voté à la date de clôture et applicable à la période de reversement des différences. Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

La situation bénéficiaire du Groupe CLEMESSY et les perspectives favorables ont conduit à une reconnaissance plus large en 2009 des impôts différés actifs.

Voir NOTES 13 à 17

3.12 INTÉGRATION FISCALE

Depuis le 1er janvier 2009, 15 des 19 filiales françaises du Groupe CLEMESSY sont membres de l'intégration fiscale du Groupe EIFFAGE : CLEMESSY SA, JAVEL, FONTANIE, FRANCE RESEAUX, EMCS, FDRS, GAME INGENIERIE, GAME TRAVAUX, EIS, SECAUTO, RUAULT BARON, CY 002,

COGELUB, FLUIDES IT et GAME PYRENEES.

La convention fiscale est celle de la neutralité au regard de la charge d'impôt : la société supporte et constate en comptabilité la seule charge d'impôts qui aurait été la sienne en l'absence d'intégration.

3.13 CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Les comptes des filiales consolidées à l'étranger sont établis en euros, à l'exception de CLEMESSY MAROC dont la devise de fonctionnement est le dirham. A la date de clôture, les actifs et passifs de cette filiale sont convertis dans la monnaie de présentation du Groupe CLEMESSY au taux de change en vigueur au 31 décembre 2010 et le compte de résultat est converti au taux de change moyen pondéré pour l'année :

(1euro = xx dirham marocain)	Au 31/12/2010	Au 31/12/2009
Taux de change de clôture MAD Dirham marocain	11,175	11,333
Taux de change moyen MAD Dirham marocain	11,150	11,256

3.14 PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées à l'ouverture sont réintégrées dans les réserves consolidées. La variation de l'exercice est réintégrée au résultat. Il s'agit notamment des amortissements dérogatoires, de la provision pour investissement et de diverses autres provisions réglementées.

3.15 OPÉRATIONS D'ÉLIMINATION INTRA-GROUPE

Pour les sociétés intégrées globalement, les éliminations suivantes ont été effectuées :

- solde des comptes de bilan intra-groupe
- ventes et prestations diverses intra-groupe
- dividendes intra-groupe
- plus-values sur cessions d'éléments d'actif intra-groupe.

3.16 COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE

Une couverture de flux de trésorerie est une couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui est attribuable à un risque particulier associé à un actif ou à un passif comptabilisé ou à une transaction prévue hautement probable et qui peut affecter le résultat. La variation ultérieure de juste valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée directement dans l'état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres pour la part efficace des instruments qualifiés de couverture de flux futurs de trésorerie.

Voir NOTE 21

3.17 MÉTHODE DE CONVERSION DES CRÉANCES ET DETTES EN DEVICES

Les créances et dettes en monnaie étrangère sont converties et comptabilisées en euros sur la base du cours du jour de clôture.

Selon la norme IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères », le Groupe doit inscrire en résultat consolidé les écarts de conversion figurant dans les comptes et la provision pour perte de change latente doit alors être reprise.

3.18 INDEMNITÉS DE FIN DE CARRIÈRE ET RETRAITE COMPLÉMENTAIRE

Le Groupe CLEMESSY procède à la comptabilisation de ses engagements en matière de retraite et d'indemnité de départ pour l'ensemble de son personnel.

Cette évaluation tient compte des droits déterminés à la clôture de chaque exercice selon une méthode actuarielle prospective, qui tient compte du salaire de fin de carrière, de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite.

Paramètres IFC	2010	2009
Taux d'actualisation	4,00 %	5,00 %
Taux d'inflation	2,00 %	2,00 %
Taux de progression des salaires	3,00 %	3,00 %
Age de départ à la retraite	63 ans	63 ans
Tables de survie publiées à l'échelle nationale	TH/TF Insee 04-06	

3.19 INSTRUMENTS FINANCIERS

La norme IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir » impose de fournir des informations qualitatives et quantitatives sur l'exposition aux risques liés aux instruments financiers. On distingue trois types de risques :

- le risque de crédit
- le risque de liquidité
- le risque de marché.

Le risque de crédit correspond au risque qu'une partie à un instrument financier manque à une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Au sein du Groupe CLEMESSY, ce risque provient essentiellement des créances clients.

Les clients du Groupe CLEMESSY sont majoritairement des sociétés réputées dans leurs secteurs d'activités respectifs et présentant une bonne structure financière. Pour les clients plus petits, une enquête de solvabilité est réalisée avant tout engagement. Le risque de crédit est donc considéré comme faible au sein du Groupe.

Voir NOTE 24

Le risque de liquidité correspond au risque que le Groupe éprouve des difficultés à honorer ses dettes lorsque celles-ci

arriveront à échéance.

Le Groupe CLEMESSY est en situation prêteuse, en conséquence le Groupe n'est pas exposé au risque de liquidité.

Le risque de marché correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché. Ce risque inclut principalement :

- le risque de change
- le risque de taux d'intérêt.

Le risque de change correspond au risque découlant de la variation des cours des monnaies étrangères.

Le Groupe est faiblement exposé au risque de change puisque les filiales réalisent une faible part de leur chiffre d'affaires à l'exportation. Dans la plupart des cas, lorsque le chiffre d'affaires à l'international est réalisé par des filiales locales, la facturation et les dépenses sont libellées dans la devise du pays où sont exécutés les travaux. Ponctuellement, certains contrats en devises traités par CLEMESSY SA font l'objet d'une couverture de change.

Voir NOTE 25

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque découlant de la variation des taux d'intérêt du marché.

Au 31/12/10, le montant des dettes financières à taux variable est faible. En moyenne sur l'exercice, la partie des dettes financières à taux variable est sensiblement inférieure à la trésorerie disponible elle-même placée à taux variable.

Voir NOTE 26

3.20 DROIT INDIVIDUEL À LA FORMATION

Dans la mesure où il existe une contrepartie future pour le Groupe, il n'est pas constitué de provision au titre du Droit Individuel à la Formation.

3.21 PROVISIONS

Conformément à IAS 37, des provisions sont comptabilisées, s'il existe à la clôture de l'exercice une obligation actuelle, juridique ou implicite à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé et qu'il est probable que l'extinction de cette obligation se traduira par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques et que le montant de cette obligation peut être estimé de façon fiable.

Voir NOTE 9

3.22 RÉSULTAT PAR ACTION

Le Groupe présente un résultat par action de base et dilué pour ses actions ordinaires. Le résultat par action de base est calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Le résultat par action dilué

est déterminé en ajustant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires ainsi que le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives, qui pourraient comprendre par exemple des options sur actions attribuées aux membres du personnel.

4. AUTRES INFORMATIONS

Il n'y a pas d'événements post-clôture susceptibles d'avoir une incidence sur les comptes consolidés.

5. NOTES SUR LE BILAN, LE COMPTE DE RÉSULTAT ET AUTRES INFORMATIONS

NOTE 1 : Goodwill (en K€)

Au 31/12/2010

Sociétés	Goodwill d'origine	Augm./ Reclass.	Amortiss. Antérieurs	Dépréciations Exercice	Dépréciations Cumulées	Variations du périmètre de consolidation	Goodwill nets
EMCS	15						15
EIS	2 400						2 400
SECAUTO	1 000						1 000
DYNAE	177						177
COGELUB	269						269
TOTAL	3 861	0	0	0	0	0	3 861

Au 31/12/2009

Sociétés	Goodwill d'origine	Augm./ Reclass.	Amortiss. Antérieurs	Dépréciations Exercice	Dépréciations Cumulées	Variations du périmètre de consolidation	Goodwill nets
EMCS	15						15
EIS	2 400						2 400
SECAUTO	1 000						1 000
DYNAE	177						177
COGELUB	269						269
TOTAL	3 861	0	0	0	0	0	3 861

NOTE 2 : Immobilisations incorporelles (en K€)

Au 31/12/2010

Valeurs Brutes	Valeurs au 01/01/2010	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre de consolidation	Reclassements	Valeurs au 31/12/2010
Logiciels	12 910	321	-146		1	13 086
Autres immo. incorp.	5					5
TOTAL	12 915	321	-146	0	1	13 091

Amortissements	Valeurs au 01/01/2010	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre de consolidation	Reclassements	Valeurs au 31/12/2010
Logiciels	12 124	480	-146			12 458
Autres immo. incorp.	0					0
TOTAL	12 124	480	-146	0	0	12 458

Au 31/12/2009

Valeurs Brutes	Valeurs au 01/01/2009	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre de consolidation	Reclassements	Valeurs au 31/12/2009
Logiciels	12 738	419	-252	1	4	12 910
Autres immo. incorp.	5					5
TOTAL	12 743	419	-252	1	4	12 915

Amortissements	Valeurs au 01/01/2009	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre de consolidation	Reclassements	Valeurs au 31/12/2009
Logiciels	11 904	471	-252	1		12 124
Autres immo. incorp.	0					0
TOTAL	11 904	471	-252	1	0	12 124

NOTE 3 : Immobilisations corporelles (en K€)

Au 31/12/2010

Valeurs Brutes	Valeurs au 01/01/2010	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre de consolidation	Ecart de conversion	Reclassements	Valeurs au 31/12/2010
Terrains	3 295	203	-4			10	3 504
Constructions	25 181	1 654	-22			4 750	31 563
Inst. Tech. Mat. Out.	18 434	1 299	-860		1	916	19 790
Autres immo. corp.	29 187	3 072	-1 093		1	-5 677	25 490
TOTAL	76 097	6 228	-1 979	0	2	-1	80 347

Amortissements	Valeurs au 01/01/2010	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre de consolidation	Reclassements	Valeurs au 31/12/2010
Terrains	457	28	-5			480
Constructions	14 824	1 548	-21			16 351
Inst. Tech. Mat. Out.	15 014	1 365	-874		2	15 507
Autres immo. corp.	17 152	1 944	-1 070		-2	18 024
TOTAL	47 447	4 885	-1 970	0	0	50 362

Au 31/12/2009

Valeurs Brutes	Valeurs au 01/01/2009	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre de consolidation	Ecart de conversion	Reclassements	Valeurs au 31/12/2009
Terrains	3 233	1	-64			125	3 295
Constructions	26 278	561	-3 497			1 839	25 181
Inst. Tech. Mat. Out.	17 492	1 308	-426	8		52	18 434
Autres immo. corp.	27 715	4 305	-892	79		-2 020	29 187
TOTAL	74 718	6 175	-4 879	87	0	-4	76 097

Amortissements	Valeurs au 01/01/2009	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre de consolidation	Reclassements	Valeurs au 31/12/2009
Terrains	446	27	-16			457
Constructions	16 384	1 381	-2 941			14 824
Inst. Tech. Mat. Out.	14 166	1 279	-439	8		15 014
Autres immo. corp.	16 047	1 936	-879	48		17 152
TOTAL	47 043	4 623	-4 275	56	0	47 447

NOTE 4 : Immobilisations financières (en K€)

	2010	2009
Titres de participation (Voir Note 5)	4 138	1 374
Prov / titres de participation (Voir Note 5)	-1 399	-916
Prêt 1% logement	3 761	3 332
Autres immobilisations financières	1 931	1 804
Prov / autres immo. financières	-794	-633
TOTAL	7 637	4 961

NOTE 5 : Titres de participation dans des sociétés non consolidées (en K€)

Sociétés	Valeur nette comptable des titres détenus		
	% détention directe et indirecte	2010	2009
CY NIGERIA	60	35	35
CY SWITZERLAND	100	253	253
CY SLOVENSKO	100	0	0
CY AUTOMATIZARE	100	0	0
CY ESPAGNE	100	70	70
CY 002	100	0	33
AD INGENIERIE	20	60	60
CY BELGIUM	100	805	N/A
PROCAT	100	194	N/A
REF	100	1 315	N/A
Autres		7	7
TOTAL		2 739	458

NOTE 6 : Titres des sociétés mises en équivalence (en K€)

	Situation au 31/12/2010	Situation au 31/12/2009
Capitaux propres sociaux	812	1 070
Résultats nets	67	316

En 2010 et en 2009, ces titres ne concernent que la société CLEMESSY TELECOMMUNICATIONS S.A.S. détenue à 49 %.

NOTE 7 : Stocks et encours (en K€)

Au 31/12/2010

	Brut	Prov.	Net
Matières premières et fournitures	5 022	-629	4 393
Travaux en cours	10 531		10 531
Stocks de produits finis	77		77
TOTAL	15 630	-629	15 001

Au 31/12/2009

	Brut	Prov.	Net
Matières premières et fournitures	4 621	-557	4 064
Travaux en cours	12 778		12 778
Stocks de produits finis	192		192
TOTAL	17 591	-557	17 034

NOTE 8 : Composition du capital

Au 31/12/10, la répartition du capital social de CLEMESSY SA est la suivante :

EIFFAGE	1 263 020 actions	99,86 %
Personnes physiques	1 731 actions	0,14 %
Total	1 264 751 actions	100,00 %

Au 31/12/09, la répartition du capital social de CLEMESSY SA est la suivante :

EIFFAGE	1 263 024 actions	99,86 %
Personnes physiques	1 727 actions	0,14 %
Total	1 264 751 actions	100,00 %

Le dividende qui sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires au titre de 2010 s'élève à 6 197 279,90 €, soit un montant de 4,90 € par action.

NOTE 9 : Provisions pour risques et charges (en K€)

La décomposition des provisions pour risques et charges par nature est la suivante :

Au 31/12/2010	2009	Dotations	Reprises consommées	Reprises sans objet	Variat* périmètre & Reclass.	2010
Prov. litiges et pénalités	5 437	7 508	-1 246	-2 139		9 560
Chantiers/Pertes à terminaison	9 075	5 809	-6 780	-175	1	7 930
Garanties données aux clients	358	301	-224			435
Pensions et retraites (Voir Note 10)	16 527	1 134	-174			17 487
Médailles du travail	1 798	107	-13			1 892
Provisions pour risques	4 330	1 385	-302	-538		4 875
Pertes filiales non consolidées	0					0
Provisions pour charges	302	153	-85			370
Total	37 827	16 397	-8 824	-2 852	1	42 549

Au 31/12/2009	2008	Dotations	Reprises consommées	Reprises sans objet	Variat* périmètre & Reclass.	2009
Prov. litiges et pénalités	5 243	3 055	-2 704		-157	5 437
Chantiers/Pertes à terminaison	8 898	4 919	-4 750		8	9 075
Garanties données aux clients	446	220	-314		6	358
Pensions et retraites (Voir Note 10)	18 831	958	-138		-3 124	16 527
Médailles du travail	1 613	213	-31		3	1 798
Provisions pour risques	3 743	1 612	-1 025			4 330
Pertes filiales non consolidées	45				-45	0
Provisions pour charges	723	60	-475		-6	302
Total	39 542	11 037	-9 437	0	-3 315	37 827

NOTE 10 : Indemnités de fin de carrière et retraite complémentaire

Les provisions pour les engagements de fin de carrière s'élèvent pour le Groupe à 17 487 K€ fin décembre 2010. Ils comprennent :

- 1) Les Indemnités de fin de carrière (IFC) pour 16 063 K€
- 2) La retraite complémentaire réservée aux cadres supérieurs pour 1 424 K€.

Le tableau suivant détaille les engagements de retraite :

Détails de la Provision Retraite (en K€)	Impact Résultat	Impact Capitaux Propres	Total
Provision au 31/12/2008	-96	1 529	18 831
Ecart actuariels IFC		-2 954	-2 954
Ecart actuariels Retraite Complémentaire		-170	-170
Charge normale de l'exercice IFC	927		927
Charge normale Retraite Complémentaire	-111		-111
Charge normale de l'exercice / CY IE	4		4
Provision au 31/12/2009	820	-3 124	16 527
Charge normale de l'exercice IFC	884		884
Charge normale Retraite Complémentaire	-42		-42
Charge normale de l'exercice / CY IE	118		118
Provision au 31/12/2010	960	0	17 487

NOTE 11 : Dettes et disponibilités financières nettes (en K€)

Au 31/12/2010	Montants bruts	Dont à 1 an au plus	Dont à plus d'1 an et à 5 ans au plus	Dont à plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	-8	-5	-3	
Financement des immobilisations acquises en crédit-bail	-36	-36		
Découverts et concours bancaires	-5 838	-5 838		
Autres passifs financiers	-2 806	-422	-1 370	-1 014
Dettes financières	-8 688	-6 301	-1 373	-1 014
Trésorerie	56 832	56 832		
<i>Dont compte courant EIFFAGE</i>	46 837			
Ressources Financières Nettes	48 144	50 531	-1 373	-1 014

Au 31/12/2009	Montants bruts	Dont à 1 an au plus	Dont à plus d'1 an et à 5 ans au plus	Dont à plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	-13	-5	-8	
Financement des immobilisations acquises en crédit-bail	-486	-486		
Découverts et concours bancaires	-3 361	-3 361		
Autres passifs financiers	-2 818	-434	-1 370	-1 014
Dettes financières	-6 678	-4 286	-1 378	-1 014
Trésorerie	77 395	77 395		
<i>Dont compte courant EIFFAGE</i>	55 938			
Ressources Financières Nettes	70 717	73 109	-1 378	-1 014

NOTE 12 : Engagements sur contrats de location (en K€)

Le Groupe a conclu des contrats de location simple sur des véhicules. Ces locations ont une durée moyenne légèrement supérieure à 3 ans sans clause de renouvellement. Les loyers futurs minimaux payables au titre de ces contrats de location simple sont les suivants :

Location Simple	Montants bruts	Dont à 1 an au plus	Dont à plus d'1 an et à 5 ans au plus	Dont à plus de 5 ans
Montant des loyers futurs au 31/12/2010	10 361	4 590	5 744	27
Montant des loyers futurs au 31/12/2009	6 642	3 518	3 117	7

Le Groupe a également conclu des contrats de location financement (crédit-bail) pour certains biens immobiliers. Les loyers futurs minimaux payables au titre de ces contrats de location financement sont les suivants :

Crédit-Bail	Montants bruts	Dont à 1 an au plus	Dont à plus d'1 an et à 5 ans au plus	Dont à plus de 5 ans
Montant des loyers futurs au 31/12/2010	0	0	0	0
Montant des loyers futurs au 31/12/2009	461	461	0	0

NOTE 13 : Impôts sur le résultat (en K€)

La décomposition de l'impôt sur le résultat est la suivante :

	2010	2009
Impôts exigibles	-3 285	-3 619
Impôts différés	-426	8 050
Total	-3 711	4 431

Les impôts exigibles représentent les montants payés ou restant à payer aux administrations fiscales au titre des impôts sur les bénéfices de l'exercice.

NOTE 14 : Impôts différés par résultat (en K€)

Les éléments composant la charge ou produit d'impôt différé sont les suivants :

	2010	2009
Indemnités de fin de carrière	290	281
Déficits fiscaux	-52	-390
Autres différences temporaires déductibles	-374	-372
Variation des provisions sur IDA	0	8 140
Différences temporaires imposables	-290	391
Charge ou produit d'impôt différé	-426	8 050

La situation bénéficiaire du Groupe et les perspectives favorables ont conduit à une réestimation de la situation fiscale différée qui se traduit par un produit d'impôt non récurrent de 8,1 MEUR sur l'exercice 2009.

NOTE 15 : Impôts différés par capitaux propres (en K€)

	2010	2009
Couvertures de flux de trésorerie	166	-489
Charge ou produit d'impôt différé	166	-489

NOTE 16 : Actifs et passifs d'impôts différés (en K€)

Les éléments composant les impôts différés actifs et passifs sont les suivants :

	2010	2009
Indemnités de fin de carrière	5 866	5 576
Déficits fiscaux	956	1 008
Autres différences temporaires déductibles	5 721	6 096
Impôts différés actifs	12 543	12 680
IDP	-2 677	-2 552
Impôts différés nets	9 866	10 128

Les impôts différés actifs et les impôts différés passifs sont présentés séparément au bilan consolidé.

En 2010, les déficits suivants n'ont pas été activés en raison de l'incertitude de leur recouvrabilité :

- Déficits propres : 6 324 K€
- Déficits réalisés pendant l'intégration fiscale : 6 492 K€

NOTE 17 : Rapprochement des taux d'imposition

Le rapprochement du taux d'imposition légal français au taux d'imposition réel du Groupe s'analyse comme suit :

	2010	2009
<i>Taux d'imposition légal</i>	34,43%	34,43%
Ecart de taux	1,99%	-2,14%
Différences permanentes entre résultat comptable et fiscal	-7,60%	-0,12%
Écritures de consolidation sans effets d'impôts	-0,26%	-1,29%
Variation d'impôt différé suite à l'évolution de la situation fiscale du Groupe	9,66%	-73,23%
Autres différences nettes	-0,59%	3,32%
<i>Taux d'imposition réel</i>	37,63%	-39,03%

Le taux d'imposition réel s'obtient en divisant le montant de l'impôt sur le résultat (impôts exigibles et différés) par le résultat net avant impôts exigibles et différés et hors résultat des sociétés mises en équivalence.

NOTE 18 : Informations sectorielles (en K€)

Le tableau suivant présente différents indicateurs du Groupe répartis selon les réseaux et/ou les régions géographiques :

Au 31/12/2010	Génie électrique et automatisation des procédés	Expertise mécanique et maintenance	TOTAL
Chiffre d'affaires total	495 120	75 670	570 790
Chiffre d'affaires par régions :			
France (y compris DOM-TOM)	435 912	73 246	509 158
Etranger	59 208	2 424	61 632
Résultat Opérationnel	12 070	-1 534	10 536
Résultat Net	7 791	-1 600	6 191
Total bilan	368 114	11 959	380 073

Au 31/12/2009	Génie électrique et automatisation des procédés	Expertise mécanique et maintenance	Total
Chiffre d'affaires total	480 667	71 974	552 641
Chiffre d'affaires par régions :			
France (y compris DOM-TOM)	413 442	69 654	483 096
Etranger	67 225	2 320	69 545
Résultat Opérationnel	13 370	-1 926	11 444
Résultat Net	17 313	-1 331	15 982
Total bilan	362 373	12 230	374 603

NOTE 19 : Frais de personnel et effectifs moyens

Au 31/12/2010	Génie électrique et automatisation des procédés	Expertise mécanique et maintenance	Total
Frais de personnel	195 294	39 908	235 203
Effectifs	4 084	903	4 987

Au 31/12/2009	Génie électrique et automatisation des procédés	Expertise mécanique et maintenance	Total
Frais de personnel	192 777	40 938	233 715
Effectifs	4 115	953	5 068

NOTE 20 : Engagements donnés et reçus (en K€)

	2010	2009
Cautions sur marchés	80 782	73 634
Lettres de confort fournisseurs émises	8 143	1 783
Autres	5	13
Total des engagements donnés	88 930	75 430
Cautions fournisseurs	5 836	12 360
Contre garantie sous-traitant	702	797
Total des engagements reçus	6 538	13 157

NOTE 21 : Couvertures de flux de trésorerie

Conformément à IAS 32, le Groupe inscrit à son bilan les instruments financiers lui permettant de se couvrir sur les monnaies étrangères ou les matières premières.

Au 31 décembre 2010, le Groupe détenait deux contrats d'échanges destinés à couvrir des ventes futures attendues à des clients pour lesquelles le Groupe a des engagements fermes. Les contrats d'échange (ou swap) sont utilisés pour couvrir le risque de variation de prix des matières premières pour les engagements fermes. Les termes de ces contrats sont les suivants :

Contrats d'échanges couvrant les ventes futures attendues (couverture aluminium)	Échéances
21 K€	2011
Contrats d'échanges couvrant les ventes futures attendues (couverture cuivre)	Échéances
42 K€	2011

Les conditions de ces contrats ont été négociées pour coïncider avec les conditions des engagements fermes.

Les couvertures de flux de trésorerie des ventes futures se traduisent par une diminution de nos capitaux propres de 315 K€ après impôts différés.

NOTE 22 : Informations relatives aux parties liées (en K€)

Le tableau suivant fournit le montant total des transactions qui ont été conclues avec les sociétés du Groupe EIFFAGE :

Groupe EIFFAGE	2010	2009
Ventes aux parties liées	6 593	4 161
Achats auprès des parties liées	5 311	3 330
Frais de siège facturés par les parties liées	1 629	1 700
Produits financiers sur les parties liées	1 452	1 919
Créances sur les parties liées	2 358	1 067
Dettes envers les parties liées	885	836
Compte courant de trésorerie actif	46 837	55 938
Compte courant IS (+ : actif / - : passif)	468	-869
Groupe CLEMESSY	2010	2009
Compte courant de trésorerie actif des filiales non consolidées	1 614	506
Compte courant de trésorerie passif des filiales non consolidées	130	0

Les transactions réalisées avec les entreprises associées ou détenues conjointement sont conclues à des conditions normales de marché.

Transactions avec d'autres parties liées (en K€)

Rémunérations des membres du comité de direction :

	2010	2009
Rémunérations brutes perçues au cours de l'exercice	1 565	1 596
Avantages à court terme	10	9
Avantages postérieurs à l'emploi	171	165
Total des rémunérations payées aux membres du comité de direction	1 746	1 770

NOTE 23 : Détail des charges et produits financiers (en K€)

Au 31/12/2010	Impact	Résultat	Impact Capitaux Propres
Désactualisation des provisions retraites		-1 016	
Provision nette pour C/C des filiales non consolidées		-122	
Provision nette sur Titres de Participation des filiales non consolidées		-654	
Variation de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie			-481
Ecart de change résultant des activités à l'étranger et autres écarts			-14
Autres charges financières		-79	
Charges financières		-1 871	-495
Produits des Ressources Financières nettes		1 117	
Provision nette Dépôts et Cautionnements		10	
Autres produits financiers		69	
Produits financiers		1 196	0
RESULTAT FINANCIER		-675	-495

Au 31/12/2009	Impact	Résultat	Impact Capitaux Propres
Désactualisation des provisions retraites		-954	
Désactualisation des autres provisions		-238	
Provision nette pour C/C des filiales non consolidées		-179	
Provision nette sur Titres de Participation des filiales non consolidées		-67	
Provision nette Dépôts et Cautionnements		-1	
Autres charges financières		-396	
Charges financières		-1 835	0
Produits des Ressources Financières nettes		1 668	
Autres produits financiers		76	
Variation de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie			1 777
Ecart de change résultant des activités à l'étranger et autres écarts			15
Produits financiers		1 744	1 792
RESULTAT FINANCIER		-91	1 792

NOTE 24 : Exposition au risque crédit : répartition par échéance (en K€)

	2010	2009
Créances échues depuis moins de 3 mois	13 165	12 879
Créances échues entre 3 et 6 mois	1 626	3 636
Créances échues depuis plus de 6 mois	6 456	4 051
Créances échues	21 247	20 566

NOTE 25 : Exposition au risque de change : créances et dettes en devises étrangères (en K€)

Au 31/12/2010	Contrevaieur au 31/12	Dollar Américain	Franc Suisse	Dinar Tunisien	Dhham Arabes Unis	Emirats Arabes Unis	Couronne Tchèque
Position de change commerciale	EUR	USD	CHF	TND	AED		CZK
Créances externes							
Dettes d'exploitation externes	3	3					
TOTAL BILAN	3	3	0	0	0	0	0

Au 31/12/2009	Contrevaieur au 31/12	Dollar Américain	Franc Suisse	Dinar Tunisien	Dhham Arabes Unis	Emirats Arabes Unis	Couronne Tchèque
Position de change commerciale	EUR	USD	CHF	TND	AED		CZK
Créances externes	1 356	96	141	1 096			23
Dettes d'exploitation externes	488	21		467			
TOTAL BILAN	1 844	117	141	1 563	0	0	23

En l'absence de montants significatifs, il n'a pas été procédé à des analyses de sensibilité.

NOTE 26 : Exposition au risque de taux : Distinction des passifs financiers par type de taux (en K€)

Au 31/12/2010	Montants bruts	Taux fixe	Taux variable	Nature du taux variable
Emprunts auprès des établissements de crédit	8		8	Euribor 3 mois + 2 %
Financement des immobilisations acquises en crédit-bail	36	36		
Découverts et concours bancaires	5 838		5 838	Prêt à Efflage : T4M +2,5 %
Autres passifs financiers	2 806	2 803	3	Prêt aux filiales : EONIA + 0,4 %
Dettes financières	8 688	2 839	5 849	

Au 31/12/2009	Montants bruts	Taux fixe	Taux variable	Nature du taux variable
Emprunts auprès des établissements de crédit	13		13	Euribor 3 mois + 2 %
Financement des immobilisations acquises en crédit-bail	486	333	153	Euribor 3 mois + 0,6 à 1 %
Découverts et concours bancaires	3 361		3 361	Prêt à Efflage : T4M +2,5 %
Autres passifs financiers	2 818	2 814	4	Prêt aux filiales : EONIA + 0,4 %
Dettes financières	6 678	3 147	3 531	

En l'absence de montants significatifs, il n'a pas été procédé à des analyses de sensibilité.

NOTE 27 : Honoraires de Commissaires aux Comptes (en K€)

Au 31/12/2010	Audit légal	Missions diverses	Total
KPMG	120	0	120
Ernst & Young	265	0	265
Autres	47	0	47
TOTAL CAC	432	0	432

Au 31/12/2009	Audit légal	Missions diverses	Total
KPMG	235	7	242
Ernst & Young	203	5	208
Autres	41	0	41
TOTAL CAC	479	12	491

1. ACTIVITÉS 2010 ET PERSPECTIVES 2011

1.1 COMMANDES ENREGISTRÉES ET CARNET DE COMMANDES

Comparé à l'exercice 2009, le volume des entrées de commandes enregistrées en 2010 est en forte progression avec 427,1 M€ contre 372,2 M€ (14,7 %). Les dix premières réussites commerciales s'élèvent à 85,6 M€, la principale concernant le projet EDF DOM/ Corse pour 32,8 M€.

Cette nette augmentation du volume des entrées de commandes s'est malheureusement accompagnée d'une baisse des marges de 0,6 %.

La production de l'exercice atteint 422,7 M€ contre 415,7 M€ un an plus tôt (+1,7 %) entraînant un renforcement du carnet de commandes. Ce dernier ressort au 1er janvier 2011 à 388,1 M€. Il était de 375,6 M€ au 1er janvier 2010.

1.2 ACTIVITÉ ET RENTABILITÉ OPÉRATIONNELLE

Par rapport à l'exercice 2009, la production 2010 progresse de 1,7 % pour atteindre 422,7 M€. Les achats et les consommations extérieures (avec 231,9 M€) affichant un rythme de hausse légèrement supérieur (2,2 %), la valeur ajoutée dégagée s'en trouve réduite à 190,8 M€, avec une évolution de 1 % depuis décembre 2009.

La valeur ajoutée permet de dégager un résultat d'exploitation, quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun incluses, de 14,2 M€ contre 15,4 M€ un an plus tôt (-7,8 %) et ce, malgré les augmentations constatées :

- des impôts et taxes : 9,8 M€ en 2010 et 9,4 M€ en 2009 (+4,4 %), notamment du poste taxe professionnelle remplacée en 2010 par la contribution économique territoriale
- des charges de personnel : 163,8 M€ en 2010 et 159,1 M€ en 2009 (+ 3 %).

Les provisions d'exploitation nettes augmentent de 1,2 M€ sur l'exercice contre 3,5 M€ l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation permet de distribuer aux salariés un intéressement de 2 M€, montant identique à celui obtenu en 2009.

1.3 RENTABILITÉ NETTE

La situation nette de certaines filiales s'étant dégradée fortement dans l'exercice, CLEMESSY SA s'est vu contraint :

- d'une part de déprécier leurs titres à hauteur de 0,9 M€. Il en est ainsi de :

* CLEMESSY SLOVENSKO : 0,3 M€

* RUAULT BARON : 0,3 M€

* CLEMESSY AUTOMATIZARE : 0,2 M€

- d'autre part, de constituer des provisions pour risques financiers pour un montant de 2,8 M€, parmi lesquelles :

* GAME INGENIERIE : 1,2 M€

* CLEMESSY MAROC : 0,9 M€

* FRANCE RESEAUX : 0,6 M€

Ces provisions financières sont cependant partiellement compensées par des reprises de 0,6 M€ dont les deux principales concernent CLEMESSY I&E (0,3 M€) et EIS (0,2 M€).

Les produits financiers résultant des intérêts sur comptes courants perçus ou à percevoir des filiales ou d'EIFFAGE s'élèvent à 1,6 M€ alors que ceux versés ou à verser sont très faibles.

Le résultat financier qui était positif en 2009 (0,8 M€) ressort en perte de 1 M€ en 2010.

Pour permettre à deux de ses filiales de conserver des capitaux propres positifs, CLEMESSY SA leur a octroyé des subventions d'équilibre. C'est le cas de SEH qui s'est vu attribuer une subvention de 2,9 M€ et FONTANIE une subvention de 0,7 M€, cette dernière étant couverte par une reprise de provision pour risques du même montant.

Ces opérations affectent le résultat exceptionnel dont la perte de 3,6 M€ est identique à celle de 2009.

L'exercice 2010 s'achève sur un résultat net positif de 7,1 M€ contre 9 M€ en 2009 et intègre une participation des salariés de 1,1 M€.

1.4 BILAN

Sur l'exercice 2010, le fonds de roulement s'accroît nettement moins vite qu'en 2009 (+1,4 M€ contre 2,2 M€). Ce ralentissement résulte d'une augmentation des emplois de 3,2 M€ (+ 27,8 %) plus rapide que celle des ressources (2,4 M€ et +17,4 %). La marge brute d'autofinancement de 15,9 M€ (+4,4 M€) marquée par une hausse des provisions pour risques et charges (+4,9 M€) couvre l'augmentation des dividendes versés (+ 2,2 M€) et les investissements supplémentaires réalisés dans l'exercice (+1,1 M€). On notera à ce sujet les augmentations de capital des filiales CLEMESSY AUTOMATIZARE (0,2 M€) et CLEMESSY SLOVENSKO (0,3 M€) ainsi que les acquisitions des sociétés PHARMSYS en Belgique, devenue CLEMESSY BELGIUM (0,8 M€) et PROCAT (0,2 M€).

Le Besoin en Fonds de Roulement reste négatif fin 2010 de 15,4 M€. Cependant, les ressources dégagées par les dettes d'exploitation (225,1 M€ et une progression de 2 M€) ont tendance à se rapprocher des besoins représentés par l'actif circulant (209,7 M€ et une augmentation de 22,6 M€ due pour l'essentiel à l'évolution défavorable des comptes clients).

Ainsi, la trésorerie affiche fin d'exercice une baisse de 19,1 M€ par rapport à décembre 2009, passant de 74,2 M€ à 55,1 M€.

1.5 ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Le début de l'exercice 2011 est marqué par la création de deux filiales, CLEMESSY TANGER SARL au Maroc et CLEMESSY UK LTD au Royaume Uni.

1.6 PERSPECTIVES 2011

L'année 2010 a été pour CLEMESSY la confirmation de son ancrage au sein du Groupe EIFFAGE. Sur l'année 2011, l'intégration de CLEMESSY au sein d'EIFFAGE doit se poursuivre.

CLEMESSY SA prévoit sur 2011 une production de 435 M€ en progression de plus de 2,9 % par rapport à la production réelle de 2010 avec un taux de marge lui aussi en progression de plus de 1 %.

Le carnet de commandes de début janvier 2011 de 388,1 M€ avec une marge de 15,8 % doit permettre à CLEMESSY SA d'aborder sereinement 2011 et de réaliser une année conforme aux objectifs.

1.7 INFORMATION SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS

L'article 21-I de la loi LME a introduit sous l'article L 441-6 du Code de Commerce un nouvel alinéa 9 qui prévoit que le délai convenu entre les parties pour régler les sommes dues ne peut dépasser quarante-cinq jours fin de mois ou soixante jours à compter de la date d'émission de la facture.

En l'absence d'accord, le délai maximum est de 30 jours à compter de la date de réception des marchandises ou d'exécution de la prestation.

L'article 21-III de cette même loi prévoit toutefois la possibilité de dépasser temporairement le plafond des délais de paiement visés ci-dessus, par dérogation résultant d'un accord interprofessionnel sectoriel.

Nos conditions générales ont été modifiées en 2009 afin de respecter, en conséquence, les dispositions précitées de la loi LME.

L'existence des dettes échues qui pourraient être constatées peuvent notamment s'expliquer par l'existence de litiges, par l'application d'un accord dérogatoire, par l'exécution de certains contrats sur plusieurs exercices, par l'existence de fournisseurs étrangers.

En ce qui concerne les factures fournisseurs de CLEMESSY SA non payées fin 2009 et fin 2010, la ventilation par échéance de règlements de celles-ci est la suivante (en milliers d'euros) :

Échéance	Au 31/12/2010		Au 31/12/2009	
	Montant	% sur total	Montant	% sur total
Echus	7 116	31,7%	4 566	24,8%
Entre 1 et 30 jours	3 795	16,9%	4 461	24,3%
Entre 31 et 45 jours	4 169	18,6%	1 293	7,0%
Entre 46 et 60 jours	6 361	28,3%	6 338	34,5%
Entre 61 et 75 jours	937	4,2%	1 538	8,4%
Entre 76 et 90 jours	22	0,1%	-2	0,0%
Entre 91 et 105 jours	57	0,3%	185	1,0%
Entre 106 et 120 jours	0	0,0%	5	0,0%
Supérieure à 120 jours	3	0,0%	1	0,0%
Total	22 460	100,0%	18 385	100,0%

2. FAITS MARQUANTS 2010 ET PERSPECTIVES AU NIVEAU DES FILIALES

2.1 CLEMESSY AUTOMATIZARE SRL

La conjoncture de l'année 2010 et le positionnement mono client de CLEMESSY AUTOMATIZARE n'ont pas permis à cette dernière de se redresser comme attendu. Cependant différentes entreprises du Groupe CLEMESSY bénéficient de la «base avant» CLEMESSY AUTOMATIZARE lors de la réalisation des projets pour DACIA et ACI.

La production de l'exercice, bien qu'en léger progrès, n'a toujours pas permis à la filiale de dégager un résultat positif.

Le chiffre d'affaires de l'exercice se monte à 1,1 M€, le résultat d'exploitation s'établit à -104 K€ et le résultat net s'établit à -291 K€.

Le client principal reste toujours DACIA avec quelques commandes significatives :

- station Carburants Titu : 2 493 923 RON
- modernisation Ventilation : 891 524 RON

L'effectif est de 14 personnes à fin décembre 2010 contre 9 personnes à fin décembre 2009.

Pour l'année 2011, la prévision de chiffre d'affaires reste très modeste autour de 1 M€.

Cependant les investissements chez DACIA devraient enfin repartir et une diversification de l'activité est plus que jamais d'actualité (des actions sont menées chez FORD à Craiova).

2.2 CLEMESSY DO BRASIL LTDA

La société a été créée le 1er mai 2010. Ce premier exercice a été consacré à mettre en place la structure administrative

et tisser les premiers contacts commerciaux dont la portée s'étend à l'ensemble du Groupe CLEMESSY.

La poursuite du développement commercial devrait permettre de positionner la société au sein du Groupe CLEMESSY comme un partenaire incontournable dans la réalisation de chantiers locaux.

2.3 CLEMESSY I&E GMBH

La société Holding du Groupe CLEMESSY en Allemagne n'a plus d'activité opérationnelle : elle gère les reliquats des filiales allemandes dissoutes et la participation dans RMT GmbH.

Le résultat net 2010 ressort en positif à +338 K€.

2.4 CLEMESSY MAROC SAS

La politique commerciale menée par CLEMESSY MAROC a abouti sur 2010 à des entrées de commandes pour des marchés de proximité dans le privé à cycle de production court et à des taux de marge corrects.

Ainsi, le volume d'entrée des commandes en 2010 a connu une nette amélioration par rapport à celui de 2009 (40 M.MAD soit 3 540 K€) ce qui a généré un bon carnet de commandes pour le début de l'exercice 2011 à 28 M.MAD (2 500 K€).

Malheureusement la productivité des affaires n'est pas encore suffisante sur 2010.

Le chiffre d'affaires de l'exercice se monte à 2 M€, le résultat d'exploitation est de -0,8 M€, le résultat net s'établit à -1,0 M€.

L'effectif reste stable à 34 personnes au 31 décembre 2010.

Durant l'année 2011, CLEMESSY MAROC continuera sa percée sur les marchés de proximité et techniquement à sa portée dans une perspective de retour à l'équilibre à l'horizon 2012.

Pour les projets importants, le Groupe CLEMESSY et ses filiales serviront de «base arrière» pour l'obtention et la réalisation en partenariat avec CLEMESSY MAROC, notamment dans les domaines de l'énergie et l'industrie avec RMT, et dans l'automobile (RENAULT Tanger Mellussa) avec les différentes unités spécialisées du Groupe.

2.5 CLEMESSY SLOVENSKO S.R.O.

L'exercice 2010 de CLEMESSY SLOVENSKO aura été dans la continuité de l'exercice précédent avec une activité au ralenti, le principal donneur d'ordre (PSA TRNAVA) ayant décalé le déclenchement de ses investissements «projet A9» sur la

toute fin d'année.

De ce fait, le chiffre d'affaires s'est trouvé très en deçà de l'objectif à 0,1 M€, le résultat d'exploitation s'établit à -0,2 M€ tout comme le résultat net.

L'effectif est de 3 personnes à fin décembre 2010 contre 2 personnes à fin décembre 2009.

L'atteinte des objectifs fixés pour 2011 passera par la maîtrise en production du «projet A9» entré en commande en toute fin d'année 2010, ainsi que par une présence commerciale sur tous les petits travaux connexes à celui-ci.

2.6 CLEMESSY SWITZERLAND AG

Suite à une année 2009 marquée par un fort développement de son activité, CLEMESSY SWITZERLAND a connu sur 2010 une stabilité de celle-ci, l'enregistrement des commandes s'est situé à 3,8 M€ tout comme l'an dernier. L'exercice 2010 a été marqué par la parité du change Euro/CHF qui a fortement impacté le résultat net.

Le chiffre d'affaires de l'exercice se monte à 4,1 M€ (avec impact du cours valeur 31 décembre 2010), le résultat d'exploitation est de 185 K€, le résultat net est très légèrement positif à 6 K€.

L'effectif est passé de 14 personnes à fin 2009 à 15 personnes à fin 2010.

CLEMESSY SWITZERLAND cible sur 2011 les bancs de test des nouveaux satellites ainsi que des évolutions de contrôle-commande chez des clients actuels.

2.7 COGELUB SAS

Sur l'exercice écoulé, COGELUB a réussi à maintenir son niveau d'activité sur ses contrats. Cependant, l'absence de développement conjuguée à l'arrêt de contrats en 2009 a entraîné une diminution de l'activité.

Le chiffre d'affaires s'établit à 2,6 M€ en 2010 (contre 2,9 M€ en 2009), le résultat d'exploitation reste élevé à 0,2 M€ et le résultat net ressort à 0,1 M€ en 2010.

L'effectif est de 43 personnes au 31 décembre 2010 contre 45 personnes au 31 décembre 2009.

COGELUB a comme principal objectif pour 2011 de maintenir ses positions sur ses contrats actuels tout en nouant des partenariats avec des distributeurs de lubrifiants pour répondre à des appels d'offres plus larges.

2.8 CY002 SAS

Depuis la date de sa création, l'activité de la société est

inexistante et la société ne compte aucun effectif. A noter que sur l'exercice 2010, CY002 a pris une participation dans la nouvelle entité juridique du Groupe CLEMESSY, CLEMESSY DO BRASIL LTDA, pour en être l'actionnaire de référence à hauteur de 99,99 %.

2.9 DYNAE SA

Bien que la conjoncture économique ait continué à être difficile sur 2010, DYNAE a su maintenir son niveau d'activité.

Celui-ci n'a toutefois pas permis de dégager un niveau de marge suffisant pour compenser les investissements réalisés depuis 2 ans tendant à renforcer les équipes d'expertise sur chaque région et relancer ainsi son développement commercial.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires se stabilise à 3,2 M€, le résultat d'exploitation s'établit à -0,15 M€ en retrait de 0,1 M€ par rapport à 2009 et le résultat net ressort à -0,09 M€.

Les effectifs progressent avec 46 personnes au 31 décembre 2010 contre 43 personnes au 31 décembre 2009.

DYNAE vise comme objectifs pour 2011, la poursuite du développement des contrats de maintenance et vente de systèmes de supervision et mesures tout en accordant un effort particulier à la prospection sur les activités traditionnelles, et augmenter ainsi le panel de ses clients.

En 2011, DYNAE continuera à poursuivre son effort de recherche et de développement sur les différents applicatifs en créant de nouveaux produits ou en apportant de nouvelles fonctionnalités sur le marché.

2.10 EIS SAS

En 2010, malgré une conjoncture économique difficile, EIS confirme sa stabilité économique et sa bonne santé financière.

Les entrées de commandes sont en léger recul par rapport à 2009 dû essentiellement à un recul des investissements des clients. La politique commerciale engagée sur les grands projets porte ses fruits.

Le chiffre d'affaires s'établit à 13,7 M€ en 2010 pour un résultat d'exploitation de 966 K€ et un résultat net de 544 K€.

L'effectif progresse avec 102 salariés au 31 décembre 2010 contre 93 salariés à fin décembre 2009.

En 2011, le volume d'entrées de commandes est prévu à 13,7 M€ pour une production de 13,5 M€.

La construction d'un nouveau bâtiment (Atelier de Fabrication et Bureau d'études), opérationnel début 2011, devrait permettre de contribuer au développement de l'activité de la Société.

2.11 EMCS SAS

Après un premier semestre 2010 marqué par un contexte économique difficile, EMCS a enregistré au second semestre une augmentation de son niveau d'activité.

Dans ce contexte, le volume d'entrées de commandes pour 2010 s'établit à 10,7 M€ (indice 161 par rapport à l'exercice 2009).

Le chiffre d'affaires 2010 ressort à 9,5 M€ (indice 120 par rapport à l'exercice 2009), le résultat d'exploitation est à l'équilibre à 13 K€ et le résultat net est négatif à -97 K€.

L'effectif est de 83 personnes au 31 décembre 2010 contre 85 personnes au 31 décembre 2009.

La réhabilitation du bâtiment mulhousien est avancée à près de 90 %. La dernière phase sera réalisée en 2011.

2.12 EMCS NORD SAS (ex REF)

Pour sa première année dans le Groupe CLEMESSY, EMCS NORD (ex REF) a connu un exercice 2010 marqué par une baisse d'activité significative liée notamment à une diminution des ventes à la Raffinerie TOTAL de Dunkerque.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires 2010 s'établit à 1,5 M€ contre 1,8 M€ en 2009. Le résultat d'exploitation est en diminution par rapport à 2009 et se monte à 3 K€. Le résultat net est quasiment à l'équilibre à -6 K€.

L'effectif est resté stable et s'établit à 15 personnes au 31 décembre 2010.

L'enjeu pour 2011 sera de réussir l'intégration du fonds de commerce de FDRS au sein de EMCS NORD et veiller à conserver les parts de marché chez les clients, notamment dans la sidérurgie.

2.13 FDRS SAS

FDRS enregistre un bon exercice 2010 marqué par l'acquisition de nouveaux marchés grâce aux efforts de prospection et à un renforcement de son activité dans le secteur de la sidérurgie, cette dernière reprenant de manière marquée sur la région de Dunkerque.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires ressort à 2,9 M€ en 2010, en nette augmentation par rapport à 2009.

Le résultat d'exploitation est légèrement positif à 11 K€ en nette amélioration par rapport à 2009.

Le résultat net est quasiment à l'équilibre et ressort à -8 K€.

L'effectif est resté stable et s'établit à 26 personnes au 31 décembre 2010.

Au 1er janvier 2011, le fonds de commerce de FDRS attaché aux activités de réparation, maintenance, reconstruction et négoce de moteurs électriques et machines tournantes, a été cédé à la Société REF, elle-même filiale de EMCS. Cette cession s'inscrit dans le cadre de la réorganisation du Groupe et du regroupement de l'ensemble des activités dans le domaine précité au sein d'une même entité juridique qui porte à compter de la même date la dénomination sociale EMCS NORD.

FDRS n'enregistrera donc plus en 2011 d'activité opérationnelle.

2.14 FLUIDES IT SAS

Le niveau d'activité enregistré par FLUIDES IT en 2010 n'a pas permis d'atteindre l'équilibre.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires s'établit à 3,8 M€, le résultat d'exploitation est de -177 K€ et le résultat net ressort à -186 K€.

L'effectif est de 40 personnes au 31 décembre 2010 contre 41 personnes au 31 décembre 2009.

En 2011, malgré une conjoncture économique difficile, FLUIDES IT prévoit un résultat à l'équilibre.

2.15 FONTANIE SAS

En 2010, bien qu'ayant évolué dans un marché économique toujours difficile, FONTANIE a réussi à maintenir son positionnement.

Les entrées de commandes enregistrées au cours de l'exercice 2010 s'élèvent à 24,2 M€ et se répartissent de la manière suivante en terme de volume :

- Agence Toulouse Midi-Pyrénées : 79 %
- Agence Montpellier : 21 %

Le chiffre d'affaires de l'exercice se situe à 27,4 M€, le résultat d'exploitation ressort à 32 K€ et le résultat net à 716 K€.

Les effectifs sont de 192 personnes au 31 décembre 2010 contre 208 personnes au 31 décembre 2009.

Les principaux challenges pour 2011 résident dans les points suivants :

- continuer à développer prioritairement le fonds de commerce et à défendre les acquis
- consolider l'activité projet en privilégiant les partenariats rentables
- faire aboutir l'investissement sur l'activité photovoltaïque et plus généralement les énergies renouvelables
- poursuivre l'effort de développement auprès de nouveaux clients
- poursuivre l'effort de développement de projets techniques et multi-techniques
- développer davantage la partie Maintenance.

2.16 FRANCE RÉSEAUX SAS

FRANCE RÉSEAUX a un carnet de commandes relativement faible sur le début d'exercice 2010.

Le chiffre d'affaires s'établit à 3,2 M€ pour un résultat d'exploitation et un résultat net à -0,6 M€ (en amélioration de 0,1 M€ par rapport à l'exercice 2009).

L'effectif est de 43 personnes au 31 décembre 2010 contre 51 personnes au 31 décembre 2009.

Dans un souci de réorganisation du Groupe, il est prévu de transférer les fonds de commerce de Strasbourg et Bavilliers, spécialisés dans les travaux extérieurs, à FORCLUM, Société du Groupe EIFFAGE.

2.17 GAME INGÉNIERIE SAS

L'exercice 2010 a permis à GAME INGÉNIERIE de confirmer son recentrage sur le secteur plus porteur de la machine-outils et dans l'axe pharmacie. La société a su conserver l'intégralité de ses contrats historiques et continuer son développement dans le secteur de la pharmacie.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires pour 2010 s'établit à 23,2 M€ (le léger recul constaté par rapport à 2009 est lié à l'arrêt des contrats PLYSOROL en octobre 2009).

Le résultat d'exploitation s'établit ainsi à 65 K€ en 2010 et le résultat net à -1,3 M€ du fait du dépôt de bilan de la société PLYSOROL.

Les effectifs sont de 257 personnes au 31 décembre 2010 contre 263 personnes au 31 décembre 2009.

En 2011, GAME INGÉNIERIE poursuivra sa stratégie tendant à se concentrer sur ses places fortes en privilégiant le partage de ses expertises et le développement des travaux sur ses différents contrats.

GAME INGÉNIERIE continuera à privilégier commercialement le développement de son axe pharmacie et, pour ce faire, projette d'acquérir en 2011 un laboratoire de qualification en pharmacie.

2.18 GAME PYRÉNÉES SAS

En 2010, la production se situe en diminution par rapport à 2009. Cette diminution de l'activité est liée principalement au retard pris sur projets.

Dans ce contexte, le résultat d'exploitation ressort à -741 K€, le résultat net à -748 K€ et ce pour un chiffre d'affaires de 2,0 M€ sur l'exercice 2010.

L'effectif est de 43 personnes au 31 décembre 2010 contre 46 personnes au 31 décembre 2009.

Les bons espoirs de commandes de CLEMESSY NUCLEAIRE sur 2011 doivent permettre d'apporter une activité intéressante d'atelier à GAME PYRENEES.

2.19 GAME TRAVAUX SA

En 2010, le volume d'activité s'est globalement bien redressé et cela, malgré un niveau d'activité dans le secteur de la mécanique encore faible.

Le chiffre d'affaires 2010 s'établit à 5,1 M€, pour un résultat d'exploitation et un résultat net de -1 M€.

L'effectif est de 67 personnes au 31 décembre 2010 contre 76 personnes au 31 décembre 2009.

La nécessaire maîtrise des risques appelle un recentrage de GAME TRAVAUX sur des affaires de moindre volume.

L'exercice 2011 doit tendre vers cet objectif de rentabilité et ce, même si le volume d'activité diminue, de manière à relancer l'activité sur des bases solides. Des actions commerciales devront alors être engagées pour diversifier le portefeuille clients.

2.20 JAVEL SAS

JAVEL n'a plus d'activité depuis 5 ans.

Le résultat net s'établit à 1,5 K€ provenant de reprises de provisions passées sur des litiges survenus les années antérieures et pour lesquels les dénouements se sont révélés moins coûteux que ce qui avait été prévu à l'origine, ainsi que d'intérêts financiers générés par le solde de trésorerie.

JAVEL a pris une participation dans la filiale CLEMESSY DO BRASIL LTDA (0,01 %).

2.21 PLS SNC

L'exercice 2010 a été marqué par un ralentissement général de l'activité au premier semestre lié aux difficultés économiques. La situation s'est améliorée au cours du second semestre avec notamment un accroissement des commandes auprès des acteurs dans le domaine de l'énergie compensant la baisse d'activité dans le secteur du BTP.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires 2010 est stable à 1,9 M€, le résultat d'exploitation ressort à 315 K€ et le résultat net à 316 K€.

Le niveau des investissements engagés reste élevé à 212 K€ portant principalement sur le renouvellement du matériel HTA nécessaire pour maintenir un bon niveau de qualité des prestations et répondre ainsi aux attentes des clients.

Le niveau d'activité dans le secteur de la location devrait être plus soutenu en 2011 notamment grâce au lancement de grands programmes de travaux au plan national. L'implication de PLS dans les secteurs de l'énergie et notamment dans le domaine nucléaire devrait également permettre de maintenir un bon niveau d'activité.

En 2011, le développement commercial sera orienté autour des bureaux d'études et d'entreprises spécialisées, afin de promouvoir des offres à forte technicité dans le domaine des postes HT provisoires.

2.22 RMT I&E GMBH

L'année 2010 a été marquée par un tassement des prises de commandes de RMT I&E à 28,2 M€ dont 11,7 M€ pour l'activité liée au spatial, 7,1 M€ pour l'électrification en Mauritanie, 5,3 M€ pour l'éclairage de Brazzaville, et 1,8 M€ pour le projet de l'autoroute de Dakar. Peu de commandes ont été enregistrées au titre de l'activité industrie du fait notamment du peu d'appels d'offres sortis en 2010 et de prises de décisions retardées de nos clients.

Le chiffre d'affaires réalisé a progressé de 8,2 % à 38 M€ du fait du bon carnet de commandes existant en début 2010, et de la commande congolaise obtenue.

Le résultat d'exploitation s'est monté à 1,5 M€ (+ 9,8 %) et le résultat net à 488 K€.

L'effectif au 31 décembre 2010 est de 78 personnes contre 77 personnes au 31 décembre 2009.

L'année 2011 sera une année de reconstitution du portefeuille de commandes, grâce à la reprise avérée des projets financés par les banques internationales et du repositionnement de l'offre industrie de notre société : des perspectives fortes sont d'actualité, notamment en Guinée Conakry et dans les pays d'Afrique politiquement stables, avec une volonté forte de sécurité de paiement et de gestion serrée des risques.

2.23 RUAULT BARON SAS

L'exercice a été marqué par un début de reprise de l'activité mais la tension constatée sur le niveau de marges des affaires significatives n'a pas permis l'amélioration du résultat.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires ressort à 2,5 M€ en 2010, le résultat d'exploitation stagne autour de -0,3 M€, le résultat net s'établit à -0,3 M€ au 31 décembre 2010.

L'effectif s'établit à 26 personnes au 31 décembre 2010 contre 29 personnes à fin 2009.

L'exercice 2011 devrait confirmer le regain d'activité notamment dans le secteur de l'agroalimentaire avec la reprise des investissements.

2.24 SECAUTO SAS

Sur 2010, la part de l'activité «Maintenance et Travaux Induits» augmente de 1,1 M€ en volume.

La part de l'activité «Installations et Travaux Neufs» augmente elle aussi de 0,8 M€ par rapport à 2009 avec cependant de forts contrastes géographiques. Ainsi on constate une bonne reprise de l'activité sur le Centre-Est et Nord-Normandie après un exercice 2009 morose pour l'une et l'autre de ces régions et a contrario on déplore un exercice 2010 très difficile en ce qui concerne la région PACA.

Le chiffre d'affaires 2010 ressort à 24 M€ en croissance de 1,9 M€ (+8 %) par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation 2010 (+655 K€) est en ligne avec les objectifs 2010 ainsi que le résultat net de l'exercice à 212 K€.

Les effectifs à fin 2010 ressortent à 266 salariés contre 259 à fin 2009 (+ 0,1 %).

En 2011, SECAUTO vise le maintien global de ses positions établies à fin 2010 en Maintenance avec un début de restauration des marges de cette activité indispensable ainsi qu'un retour de l'activité Travaux au niveau enregistré avant la crise.

En janvier 2011, SECAUTO envisage la création d'une cellule dédiée aux Arrêts d'Unités et de Sites Industriels avec pour objectifs de piloter les arrêts d'unités initialement identifiés et d'organiser l'offre du Groupe CLEMESSY dans ce domaine.

2.25 SEH SA

SEH reste fortement dépendante de l'activité automobile (chiffre d'affaires de proximité) qui représente 88 % de chiffre d'affaires contre 8 % dans l'aéronautique, 2 % dans l'infrastructure et le transport.

Aussi en 2010, SEH a poursuivi sa diversification en se positionnant sur différents secteurs tels que l'aéronautique, le ferroviaire et ce dans le cadre d'une démarche globale, conforme à la stratégie du Groupe.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires de SEH ressort à 6,6 M€ avec un résultat d'exploitation de -2,9 M€ et un résultat net de -41 K€.

SEH a bénéficié au titre de l'exercice 2010 d'une subvention d'équilibre d'un montant de 2,8 M€.

Le concordat avec les fournisseurs a permis de dégager 120 K€ comptabilisés en produits exceptionnels.

SEH a engagé des investissements en 2010 pour 230 K€ (robot îlot de soudure).

L'effectif de SEH est de 73 personnes au 31 décembre 2010 contre 80 personnes au 31 décembre 2009.

En 2011, le niveau d'enregistrement des commandes est prévu à 7 949 K€ (dont 70 % dans l'automobile, 10 % dans l'aéronautique, 10 % dans la mécanique et 10% divers).

3. INFORMATION SOCIALE CLEMESSY SA

Voir éléments figurant au niveau de la politique salariale du Groupe.

4. INFORMATION ENVIRONNEMENTALE

Aucun fait marquant n'est à relever pour l'année 2010.

5. INFORMATION SUR LA VIE JURIDIQUE DE LA SOCIÉTÉ

Les mandats sociaux exercés par les Membres du Conseil d'Administration au 28 mars 2011 dans d'autres Sociétés sont les suivants :

1. CONSEIL D'ADMINISTRATION

> François MASSÉ

Président-directeur général
. CLEMESSY (SA) (depuis le 2 juin 2010)

Directeur Général Adjoint
. EIFFAGE (SA)

Président
. FORCLUM (SAS)

Administrateur
. CEVM - COMPAGNIE EIFFAGE DU VIADUC DE MILLAU (SA)
. CLEMESSY (SA)
. EIFFAGE BENELUX (Belgique)

> Max ROCHE

Administrateur
. APRR (SA)
. CEVM - COMPAGNIE EIFFAGE DU VIADUC DE MILLAU (SA)
. CLEMESSY (SA)
. EIFFARIE (SAS)
. FINANCIERE EIFFARIE (SAS)
. VERDUN PARTICIPATION 1 / 2 (SAS)
. NORSCUT (Portugal)
. TP FERRO (Espagne)

Gérant non associé
. AGENOFIM (SNC)
. ENTREPRISE SOFRA (SARL)
. OMNIUM GENERAL LABORDE (SARL)

Membre du Comité de Direction
. A'LIENOR (SAS)

Représentant Eiffage Présidente
. EFI (SAS)
. SOCFI (SAS)

Représentant permanent de EIFFAGE TRAVAUX PUBLICS
au Conseil
. SMTPC (SA)

Représentant d'APRR (SA) au Conseil
. AREA (SA)

Représentant d'OMNIUM GENERAL LABORDE au Conseil
de Surveillance
. PRADO SUD (SAS)

> Philippe DELMOTTE

Administrateur
. APRR (SA)
. AREA (SA)
. CLEMESSY (SA)
. VERDUN PARTICIPATION 1 (SAS)
. EIFFARIE (SAS)
. FINANCIERE EIFFARIE (SAS)
. TP FERRO (Espagne)

Représentant permanent de EIFFAGE TP au Conseil
. SMTPC (SA)

Membre du Conseil de Surveillance
. FCPE EIFFAGE 2011

Président
. VERDUN PARTICIPATION 2 (SAS)

Directeur Général non administrateur
. SICAVAS EIFFAGE 2000

Membre du Comité de Direction
. A'LIENOR (SAS)

Président du Conseil de NORSCUT (Portugal)

2. DIRECTION GÉNÉRALE

> Patrick GUERBERT

Directeur Général Délégué
. CLEMESSY (SA) (depuis le 9 juin 2010)

Président
. COGELUB (SAS)
. CY002 (SAS)
. EIS (SAS)
. FDRS (SAS)
. FONTANIE (SAS)
. FRANCE RESEAUX (SAS)
. GAME INGENIERIE (SAS)
. JAVEL (SAS)
. SECAUTO (SAS)

Membre du Comité de Surveillance
. CLEMESSY TELECOMMUNICATIONS (SAS)

Représentant Permanent de CLEMESSY (SA) au Conseil
d'Administration
. GAME TRAVAUX (SA)
. CLEMESSY BELGIUM (SA) (Belgique)
. HYLINE (SA) (Belgique)
. PROCAT (SA) (Belgique)

6. SITUATION DES CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres de CLEMESSY SA s'élèvent à 48,9 M€ avant affectation du résultat, soit une diminution de 1 % par rapport à 2009. Cette diminution s'explique par une variation d'une année sur l'autre du résultat net de -2 M€ et de la distribution d'un dividende aux actionnaires de 7 967 931,30 €.

7. AFFECTATION DU RÉSULTAT

Le résultat de l'exercice 2010 se monte 7 053 210,75 € et le report à nouveau à 17 150 349,32 €, soit un total de 24 203 560,07 € distribuable.

Par conséquent, le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale Mixte de répartir celui-ci comme suit :

- Dividendes : 6 197 279,90 €
- Report à nouveau : 18 006 280,17 €

Le Conseil d'Administration propose donc de verser un dividende de 4,90 € pour chacune des 1 264 751 actions composant le capital social et y ayant droit du fait de leur date de jouissance.

8. MONTANT DES DIVIDENDES VERSÉS AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

Année	Actions éligibles à la réfaction mentionnée dans le CGI	Actions non éligibles à la réfaction mentionnée dans le CGI	Total
Dividendes versés en 2010			
Nombre d'actions	1 725	1 263 026	1 264 751
Montant du dividende par action	6,30	6,30	6,30
Montant total des dividendes	10 867,50	7 957 063,80	7 967 931,30
Dividendes versés en 2009			
Nombre d'actions	1 952	1 262 799	1 264 751
Montant du dividende par action	4,60	4,60	4,60
Montant total des dividendes	8 979,20	5 808 875,40	5 817 854,60
Dividendes versés en 2008			
Nombre d'actions	6 043	1 258 708	1 264 751
Montant du dividende par action	3,60	3,60	3,60
Montant total des dividendes	21 754,80	4 531 348,80	4 553 103,60

9. PRISE DE PARTICIPATION DIRECTE OU INDIRECTE (L233-3) DANS DES SOCIÉTÉS AYANT LEUR SIEGE SOCIAL EN FRANCE

Prise de participation indirecte de CLEMESSY SA via sa filiale EMCS dans la société REF à hauteur de 100 % du capital le 15 septembre 2010.

10. INFORMATIONS À CARACTÈRE FISCAL

> DEPENSES SOMPTUAIRES

Il n'y a pas de dépenses somptuaires et impôt supporté en raison de ces dépenses.

> INTEGRATION FISCALE

Depuis le 1er janvier 2009, les sociétés du Groupe CLEMESSY, y compris CLEMESSY SA, sont intégrées fiscalement au Groupe EIFFAGE à l'exclusion de DYNAE SA, PLS SNC, SEH SA et EMCS NORD SAS.

11. INFORMATION SUR L'ACTIONNARIAT

Au 31 décembre 2010, le capital social de CLEMESSY SA est détenu à hauteur de 99,86 % par EIFFAGE SA.

Le personnel de CLEMESSY SA détient moins de 0,002 % du capital social.

**Tableau des résultats financiers en €
et autres éléments caractéristiques de la société au cours des cinq derniers exercices**

Nature des indications	Exercice 2006	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2010
Capital en fin d'exercice					
Capital social	19 281 029	19 281 029	19 281 029	19 281 029	19 281 029
Nombre d'actions ordinaires existantes	1 264 751	1 264 751	1 264 751	1 264 751	1 264 751
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	376 089 908	381 795 965	430 533 552	414 087 085	423 997 613
Résultat avant impôts, participation des salariés, dotations aux amortissements et provisions	2 074 994	13 829 990	19 006 538	16 222 242	17 464 855
Impôt sur les bénéficiaires	22 276	163 114	258 945	1 950 128	1 431 624
Participation des salariés due au titre de l'exercice	0	0	1 336 998	1 668 928	1 108 117
Résultat après impôts, participation des salariés, dotations aux amortissements et provisions	10 111 064	7 531 164	8 766 215	9 022 583	7 053 211
Résultat distribué	4 553 104	4 553 104	5 817 855	7 967 931	
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	1,62	10,81	13,77	9,96	11,80
Résultat après impôts, participation des salariés, dotations aux amortissements et provisions	7,99	5,95	6,93	7,13	5,58
Dividende attribué à chaque action	3,60	3,60	4,60	6,30	
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	3 378	3 344	3 462	3 527	3 546
Montant de la masse salariale de l'exercice	98 580 873	100 436 073	105 974 580	109 446 900	112 678 759
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité Sociale, œuvres sociales, etc)	42 307 350	43 412 407	45 083 973	47 214 841	48 930 096

Bilans comparés au 31 décembre en K€

ACTIF				
		2010		2009
	BRUT	AMORTISSEMENTS OU PROVISIONS	NET	NET
Immobilisations incorporelles				
Logiciels et licences	12 267	11 658	609	767
Fonds commercial	381	381	0	0
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains et aménagements	2 526	457	2 069	1 882
Constructions	21 905	10 720	11 185	6 272
Installations techniques, matériel et outillage	10 777	9 178	1 599	1 570
Autres immobilisations corporelles	14 774	11 593	3 181	3 255
Immobilisations en cours	1 822		1 822	5 555
Immobilisations financières				
Participations	41 749	35 118	6 631	5 346
Autres titres immobilisés	514	513	1	36
Prêts	6 394		6 394	5 992
Autres immobilisations financières	659	250	409	417
ACTIF IMMOBILISE	113 768	79 868	33 900	31 092
Stocks et en-cours				
Matières premières et approvisionnements	4 187	505	3 682	3 454
En-cours de production	7 914		7 914	9 393
Produits intermédiaires et finis	77		77	192
Avances et acomptes versés	1 960		1 960	1 734
Créances d'exploitation				
Clients et comptes rattachés	181 272	2 048	179 224	156 727
Autres créances	75 179	356	74 823	85 142
Disponibilités	7 211		7 211	16 565
ACTIF CIRCULANT	277 800	2 909	274 891	273 207
Charges constatées d'avance	1 226		1 226	971
Ecart de conversion actif			0	7
TOTAL DE L'ACTIF	392 794	82 777	310 017	305 277

Bilans comparés au 31 décembre en K€

PASSIF		
	2010	2009
Capital social	19 281	19 281
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	1 928	1 928
Réserves réglementées	419	419
Report à nouveau	17 150	16 095
RESULTAT DE L'EXERCICE	7 053	9 023
Subventions d'investissement	29	39
Provisions réglementées	3 023	2 462
CAPITAUX PROPRES	48 883	49 247
Avances conditionnées	473	270
AUTRES FONDS PROPRES	473	270
Provisions pour risques	22 601	18 298
Provisions pour charges	1 640	1 519
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	24 241	19 817
Dettes financières		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 626	711
Emprunts et dettes financières divers	15 080	21 084
Avances et acomptes sur commandes en cours	4 921	3 269
Dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	66 723	66 969
Dettes fiscales et sociales	71 616	70 163
Dettes diverses	5 910	7 589
DETTES	166 876	169 785
Produits constatés d'avance	69 540	66 147
Ecart de conversion passif	4	11
TOTAL DU PASSIF	310 017	305 277

Compte de résultat en K€

	2010	2009
Production vendue : Montant net du chiffre d'affaires	423 998	414 087
dont à l'exportation	31 424	40 964
Production stockée	-1 594	1 345
Production immobilisée	281	282
Subventions d'exploitation	790	1 241
Reprises sur dépréciations et sur provisions	11 777	7 077
Transferts de charges	503	276
Autres produits	369	268
PRODUITS D'EXPLOITATION	436 124	424 576
Consommations de l'exercice en provenance de tiers	231 923	226 841
Achats stockés de matières premières et autres approvisionnements	102 843	
Variation de stocks d'approvisionnement	-333	
Achats de sous-traitance	52 144	
Achats non stockés de matières et fournitures	7 943	
Services extérieurs		
personnel extérieur	20 273	
loyers en crédit-bail	85	
autres	48 968	
Impôts, taxes et versements assimilés	9 855	9 434
Sur rémunérations	5 199	
Autres	4 656	
Charges de personnel	163 786	159 075
Salaires et traitements	114 856	
Charges sociales	48 930	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	16 519	13 763
Sur immobilisations : dotations aux amortissements et provisions	3 524	
Sur actif circulant : dépréciations	1 179	
Pour risques et charges : dotations aux provisions	11 816	
Autres charges	1 031	461
CHARGES D'EXPLOITATION	423 114	409 574
RESULTAT D'EXPLOITATION	13 010	15 002
Bénéfice attribué	1 173	412
Perte supportée		
QUOTE-PART SUR OPERATIONS EN COMMUN	1 173	412

Compte de résultat en K€

	2010	2009
Produits financiers de participations	734	814
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	3	3
Autres intérêts et produits assimilés	1 663	2 159
Reprises sur dépréciations et sur provisions et transferts de charges	600	2 533
Différences positives de change	149	468
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
PRODUITS FINANCIERS	3 149	5 977
Dotations financières aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	3 867	2 668
Intérêts et charges assimilés	251	2 200
Différences négatives de change	54	321
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
CHARGES FINANCIERES	4 172	5 189
RESULTAT FINANCIER	-1 023	788
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	13 160	16 202
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		1 130
Produits exceptionnels sur opérations en capital	25	111
Produits de cessions d'éléments d'actif	15	
Subventions d'investissements virées au résultat	10	
Autres produits exceptionnels		
Reprises sur provisions et transferts de charges	1 215	4 625
PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 240	5 866
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	3 725	8 025
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	4	16
Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés	4	
Autres charges exceptionnelles		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions	1 078	1 385
Dotations aux provisions réglementées	1 063	
Dotations aux amortissements et aux provisions	15	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	4 807	9 426
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-3 567	-3 560
Participation des salariés	1 108	1 669
Impôt sur les bénéfices	1 432	1 950
TOTAL DES PRODUITS	441 686	436 831
TOTAL DES CHARGES	434 633	427 808
BENEFICE OU PERTE DE L'EXERCICE	7 053	9 023

Tableau de financement en K€

RESSOURCES	2010	2009
Marge brute d'autofinancement de l'exercice		
Résultat net	7 053	9 023
Dotations aux amortissements	3 524	3 178
Amortissements complémentaires sur immobilisations détruites	15	18
Provisions pour investissements	511	668
Dépréciations d'éléments incorporels		282
Dépréciations d'éléments financiers	322	-1 288
Provisions pour risques et charges	4 424	-501
Subventions virées à résultat	-10	-11
Amortissements dérogatoires	17	201
Provision pour hausse des prix	33	15
	15 889	11 585
Plus ou moins-values nettes	-10	-84
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT	15 879	11 501
Cessions ou réductions d'éléments de l'actif immobilisé		
Cessions d'immobilisations incorporelles		
Cessions d'immobilisations corporelles	13	100
Cessions ou réductions d'immobilisations financières	124	1 181
Augmentation des capitaux propres		
Augmentation de capital		
Prime d'émission		
Augmentation des autres fonds propres		
Subventions d'équipements		
Avances conditionnées	203	70
Participation liée aux TUP	-10	10
Intérêts sur participation	-2	2
Provisions, amortissements et dépréciations liés aux T.U.P.		
Amortissements dérogatoires		9
Provisions pour risques et charges		521
Amortissements		376
Dépréciations immobilisations incorporelles		24
Dépréciations de titres		
Augmentation des dettes financières		
Avances en comptes courants		
Autres prêteurs		
TOTAL DES RESSOURCES	16 207	13 794
EMPLOIS	2010	2009
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice	7 968	5 818
Acquisitions, augmentations d'éléments d'actif immobilisé		
Immobilisations incorporelles	314	453
Immobilisations corporelles	8 123	5 204
Immobilisations financières	2 092	665
Immobilisations en cours et avances	-3 733	-593
Remboursement de dettes financières		
Etablissements de crédit		
Autres prêteurs		2
Variation des intérêts courus		
TOTAL DES EMPLOIS	14 764	11 549
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL	1 443	2 245

1. PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1.1 PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les comptes annuels sont établis conformément aux normes définies par le Plan Comptable Général 1999, la loi du 30 avril 1983 et le décret du 29 novembre 1983.

Les notes ci-après font partie intégrante des comptes annuels. Les montants sont exprimés en K€.

1.2 MÉTHODES D'ÉVALUATION DES DIFFÉRENTS POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RÉSULTAT

> Immobilisations incorporelles et corporelles

L'amortissement économique des immobilisations situées en France est établi selon le mode linéaire sauf lorsque les circonstances d'utilisation conduisent à retenir un mode dégressif. Les principales durées d'utilisation sont les suivantes :

- licences informatiques : 5 ans linéaire
- autres logiciels : 1 à 5 ans linéaire
- agencements et aménagements des terrains et constructions : 8 ans linéaire
- constructions affectées aux opérations professionnelles : 20 ans linéaire
- installations techniques, matériel et outillage industriels : 5 ans linéaire
- matériel de transport : 5 ans linéaire
- matériel et mobilier de bureau : 8 ans linéaire
- matériel informatique : 4 ans linéaire

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production, à l'exception de celles acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet de la réévaluation légale. Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composants significatifs ayant des durées d'utilisation différentes, ces derniers font l'objet d'un plan d'amortissement séparé pour chaque composant.

Les immobilisations implantées à l'étranger sont amorties linéairement en fonction de la durée du chantier, sur un minimum de deux ans.

> Immobilisations financières

Les titres de participation sont dépréciés au bilan si leur valeur d'utilité est inférieure à la valeur comptable.

La valeur d'utilité est déterminée notamment en tenant compte de la quote-part de la situation nette des filiales, des perspectives de rentabilité et des éléments de prix retenus lors de transactions récentes.

> Stocks de matières premières et fournitures

Les stocks de matières premières et fournitures sont évalués suivant le coût moyen pondéré ; le coût d'acquisition comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les matières et fournitures dont les possibilités d'écoulement se trouvent limitées ont fait l'objet d'une dépréciation à concurrence de 50 % ou de 100 % de leur valeur comptable

si aucun mouvement n'a été comptabilisé pendant l'exercice social ou depuis deux ans.

> Créances litigieuses

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale toutes taxes comprises et donnent lieu à la comptabilisation d'une dépréciation en diminution des créances lorsque le recouvrement est incertain.

> Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont inscrites au bilan pour leur valeur d'acquisition et font l'objet d'une dépréciation dès lors que la valeur d'inventaire lui est inférieure.

Au 31 décembre 2010, il n'y a pas de valeurs mobilières de placement.

> Gestion centralisée de trésorerie

Les comptes bancaires des filiales sont remis à zéro quotidiennement et remontés à CLEMESSY. Ils figurent au bilan de la société au travers de comptes courants de trésorerie.

En outre, CLEMESSY, filiale de EIFFAGE depuis décembre 2008, est rattachée à un pivot de trésorerie avec la société FINANCIERE LABORDE.

> Provisions pour pertes à terminaison

Les affaires qui paraissent devoir dégager une perte à terminaison font l'objet d'une provision. Le coût des projets inclut les charges directes telles que la main-d'œuvre, les études, les matières, la sous-traitance et les frais de transport et une quote-part des frais indirects de production. Les travaux supplémentaires et les réclamations des clients ne sont pris en compte dans l'évaluation du résultat prévisionnel de l'affaire que lorsqu'ils font l'objet d'un engagement du client.

> Provisions pour garanties

Sauf cas particuliers donnant lieu à l'établissement d'une provision pour garantie individuelle comptabilisée par projet, la provision pour garantie donnée aux clients est évaluée statistiquement sur la base des coûts réels de garantie comptabilisés au cours de l'exercice et rapportés au chiffre d'affaires de l'exercice précédent.

Le coefficient statistique obtenu est appliqué sur le chiffre d'affaires de l'exercice en cours.

> Méthode de conversion des créances et dettes en devises

Les créances et dettes en monnaie étrangère sont converties et comptabilisées en euros sur la base du cours du jour de l'enregistrement des factures. A la fin de l'exercice, les écarts de conversion ne sont pas significatifs.

> Méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires sur contrats est exprimé selon la méthode de l'avancement des travaux. Le coefficient d'avancement est déterminé en ramenant le coût de production réalisé sur le coût de production prévu à fin d'affaires. Cependant, compte tenu de la difficulté d'estimation des résultats à terminaison des chantiers de taille peu significative (inférieurs à 60 K€), le chiffre d'affaires appréhendé sur ces chantiers correspond aux coûts engagés.

> Opérations faites en commun

Les résultats concernant les opérations réalisées dans le cadre de sociétés en participation figurent sous la rubrique du compte de résultat « quote-part sur opérations en commun ». Ils sont exprimés selon la méthode de l'avancement des travaux.

Les comptes des sociétés en participation dont CLEMESSY est pilote sont intégrés dans ceux de CLEMESSY SA par intégration proportionnelle.

> Indemnités de fin de carrière et régime de retraite complémentaire

Les obligations non couvertes par des assurances ne sont pas comptabilisées. Elles font l'objet d'évaluations actuarielles et sont portées dans les engagements hors bilan.

2. FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Fin 2010, la production de CLEMESSY SA ressort en augmentation, sur l'exercice précédent de 1,7 % avec 422 685 K€ contre 415 714 K€.

Le résultat d'exploitation, quotes-parts des résultats sur opérations faites en commun comprises, atteint 14 183 K€, en diminution de 8 % par rapport à 2009. Il permet néanmoins la distribution d'un intéressement de 1 997 K€ (-2,2 %).

Pour renforcer les capitaux propres de certaines filiales, CLEMESSY SA a réalisé :

- d'une part, des augmentations de capital par apports en numéraires :

> CLEMESSY SLOVENSKO : 300 K€

> CLEMESSY AUTOMATIZARE : 150 K€

- d'autre part, des subventions d'équilibre comptabilisées en résultat exceptionnel :

> SEH : 2 864 K€

> FONTANIE : 693 K€

Cette dernière, compensée par une reprise de provision pour risques de 713 K€, fait l'objet d'une clause de retour à meilleure fortune.

La société a subi un contrôle URSSAF portant sur les années 2007 et 2008 générant un redressement de 125 K€ en bases et 21 K€ de pénalités.

Pour ce qui concerne le Pôle Emploi Alsace, le redressement concernant les exercices 2008 et 2009 s'élève à 6,7 K€ et 0,7 K€ de pénalités.

Les indemnités de retard relatives aux deux contrôles font l'objet d'une demande de remise gracieuse en cours d'analyse.

L'établissement stable roumain a également fait l'objet d'un contrôle fiscal couvrant les années 2007 à 2009. Celui-ci a entraîné une charge d'impôt supplémentaire de 32 K€ et des pénalités de 15 K€.

Plusieurs sociétés ont été acquises durant l'exercice 2010, tant, directement par CLEMESSY SA que par l'intermédiaire de ses filiales.

Ainsi, en Belgique, CLEMESSY SA a pris, en novembre, le contrôle des sociétés suivantes :

> PHARMSYS SA détentrice de 100 % des titres de HYLINE SA et de 51 % des titres de PROCAT SA

> PROCAT SA à hauteur de 49 %

La transaction a été finalisée pour un prix fixe de 900 K€ auquel pourra se rajouter un complément de prix maximum de 900 K€. A noter également le changement de dénomination sociale de PHARMSYS devenue CLEMESSY BELGIUM le jour de la transaction.

En France, EMCS SAS, filiale de CLEMESSY SA, a racheté la société REF sise à Dunkerque en septembre 2010 pour un prix de 1 310 K€.

En avril, la société CLEMESSY DO BRASIL, au Brésil, a été créée. Dotée d'un capital de 160 K€, elle est détenue par CY002 SAS, filiale à 100 % de CLEMESSY SA.

Le résultat net de l'exercice, après participation de 1 108 K€, atteint 7 053 K€ contre 9 023 K€ un an plus tôt.

3. NOTES SUR LE BILAN

3.1 MOUVEMENTS AYANT AFFECTÉ LES POSTES DE L'ACTIF IMMOBILISÉ

> Immobilisations incorporelles (en valeurs brutes)

	En début d'exercice	Entrées TUP	Entrées	Sorties	En fin d'exercice
Licences	192				192
Logiciels*	11 905		314	144	12 075
Fonds de commerce	974			593	381
Total	13 071	0	314	737	12 648
* dont générés en interne	6 767				6 767

Les licences sont amorties sur leur durée probable d'utilisation, déterminée lors de leur concession.

> Immobilisations corporelles (en valeurs brutes)

	En début d'exercice	Entrées TUP	Entrées	Sorties	En fin d'exercice
Terrains et aménagements	2 317		212	4	2 525
Constructions sur sol propre	5 970		2 425		8 395
Aménagements constructions	9 879		3 642	12	13 509
Installations techniques	10 690		725	639	10 776
Agencements divers	2 685		196	37	2 844
Matériel de transport	306		4	88	222
Matériel de bureau, informatique	6 161		806	483	6 484
Mobilier bureau et atelier	5 279		113	166	5 226
Immobilisations en cours	5 555		4 028	7 761	1 822
Total	48 842	0	12 151	9 190	51 803

> Immobilisations financières (en valeurs brutes)

	En début d'exercice	Entrées TUP	Entrées	Sorties	En fin d'exercice
Participations et créances rattachées	40 302		1 449	2	41 749
Autres titres immobilisés	379		136	1	514
Prêts, autres immobilisations	6 669		507	123	7 053
Total	47 350	0	2 092	126	49 316

> Amortissements des immobilisations incorporelles

	En début d'exercice	Entrées TUP	Dotations	Sorties	En fin d'exercice
Licences	178		12		190
Logiciels	11 152		460	144	11 468
Fonds de commerce	668			593	75
Total	11 998	0	472	737	11 733
dont dotation linéaire			179		
dont dotation dégressive			293		
dont dotation exceptionnelle					

> Amortissements des immobilisations corporelles

	En début d'exercice	Entrées TUP	Dotations	Sorties	En fin d'exercice
Terrains et aménagements	435		26	4	457
Constructions sur sol propre	2 904		388		3 292
Aménagements constructions	6 673		767	12	7 428
Installations techniques	9 119		697	639	9 177
Agencements divers	1 628		227	37	1 818
Matériel de transport	217		32	87	162
Matériel de bureau, informatique	4 559		802	482	4 879
Mobilier bureau et atelier	4 772		128	166	4 734
Total	30 307	0	3 067	1 427	31 947
dont dotation linéaire			1 387		
dont dotation dégressive			1 665		
dont dotation exceptionnelle			15		

3.2 MOUVEMENTS AYANT AFFECTÉ LES PROVISIONS

> Provisions réglementées

Elles comprennent notamment :

- les amortissements dérogatoires appliqués sur les logiciels
- les amortissements dérogatoires calculés sur les immobilisations corporelles correspondant à l'écart entre l'amortissement dégressif et l'amortissement linéaire
- les amortissements dérogatoires calculés sur les frais d'enregistrement, les honoraires et autres frais liés à l'acquisition des titres de participation
- la provision pour hausse de prix, dotée selon les règles fiscales en vigueur, au maximum des possibilités

- la provision pour investissement, égale à 50 % de la différence entre le calcul de la participation des salariés selon la formule prévue dans l'accord dérogatoire et celui issu de la formule légale

	En début d'exercice	Entrées TUP	Dotations	Reprises avec objet	Reprises sans objet	En fin d'exercice
Pour investissements	669		510			1 179
Pour hausse des prix	194		51	17		228
Amortissements dérogatoires	1 583		500	483		1 600
Plus-values réinvesties	16					16
Total	2 462	0	1 061	500	0	3 023

> Provisions pour risques et charges

	En début d'exercice	Entrées TUP	Dotations	Reprises avec objet	Reprises sans objet	En fin d'exercice
Litiges	4 397		6 805	3 088		8 114
Garanties données aux clients	77		89	68		98
Risques sur chantiers	7 462		3 650	5 673		5 439
Pertes de change	7			7		0
Assurances RC	3 208		890	538		3 560
Autres provisions pour risques *	3 147		3 023	780		5 390
Prestations à fournir	39		94	39		94
Remise en état des sites	111			29		82
Autres provisions pour charges	1 369		95			1 464
Total	19 817	0	14 646	10 222	0	24 241
* dont provisions pour risques filiales :						
France Réseaux	1 045		626			1 671
Ruault Baron	0		13			13
Fontanié	713			713		0
Clemessy Maroc	1 082		941			2 023
Game Ingénierie	40		1 249			1 289
Total	2 880	0	2 829	713	0	4 996

> Dépréciations

	En début d'exercice	Entrées TUP	Dotations	Reprises	En fin d'exercice
D'immobilisations incorporelles	306				306
D'immobilisations financières	35 559		906	584	35 881
De stocks et d'en-cours	401		505	401	505
De comptes clients	3 230		674	1 856	2 048
De comptes courants	234		132	10	356
D'autres créances	19			19	0
Total	39 749	0	2 217	2 870	39 096
TOTAL GENERAL	62 028	0	17 924	13 592	66 360
<i>dont dotations et reprises :</i>					
<i>d'exploitation</i>			12 995	11 777	
<i>financières</i>			3 867	600	
<i>exceptionnelles</i>			1 062	1 215	

3.3 ECHÉANCIER DES DETTES ET DES CRÉANCES

L'état des échéances des créances de l'actif immobilisé se résume comme suit :

> Echancier des créances

	A moins d'un an d'échéance	A plus d'un an d'échéance
Autres immobilisations financières		659
Prêts	56	6 338

> Echancier des dettes

	A moins d'un an d'échéance	A plus d'un an d'échéance
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 626	
Emprunts et dettes financiers divers	15 049	31

Les échéances des créances de l'actif circulant sont à moins d'un an.

Toutes les autres dettes ont une échéance à moins d'un an.

3.4 PRODUITS À RECEVOIR

Créances clients et comptes rattachés	65 252
Autres créances	2 620
Créances diverses	35
Comptes courants	96
Valeurs mobilières de placement	

3.5 CHARGES À PAYER

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	26
Fournisseurs et comptes rattachés	26 092
Dettes fiscales et sociales	30 100
Dettes d'exploitation, autres dettes	5 433
Dettes diverses, autres dettes	14

3.6 CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

Exploitation	1 226
Financier	
Exceptionnel	

3.7 PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

Exploitation	69 540
Financier	
Exceptionnel	

3.8 COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

À la clôture de l'exercice, la répartition du capital de la société est la suivante :

Détenteurs	Nombre d'actions	% de détention
EIFFAGE S.A.	1 263 020	99,86 %
Personnes physiques	1 731	0,14 %
	1 264 751	100,00 %

3.9 MOUVEMENTS RELATIFS AUX CAPITAUX PROPRES

	31/12/10	31/12/09	Variation	
			+	-
Capital social	19 281	19 281		
Réserve légale	1 928	1 928		
Réserve facultative	419	419		
Report à nouveau	17 150	16 095	1 055	
Résultat de l'exercice	7 053	9 023		1 970
Subventions d'investissement nettes	29	39		10
Provisions réglementées	3 024	2 462	562	
TOTAL	48 884	49 247	1 617	1 980

Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 mai 2010 statuant sur les comptes 2009, il a été décidé d'affecter le report à nouveau et le résultat 2009 de 25 118 K€ de la manière suivante :

- au report à nouveau 17 150 K€
- aux dividendes 7 968 K€

La quote-part des subventions d'investissements versées par la Préfecture du Haut-Rhin et la région et passées en résultat exceptionnel en 2010 s'élève à 10 K€.

Les provisions réglementées enregistrent une augmentation de 562 K€ ventilée comme suit :

- provision pour investissement : +511 K€
- provision pour hausse de prix : +34 K€
- amortissements dérogatoires : +17 K€

4. NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

4.1 VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

France	392 574	92,6 %
Exportations	31 424	7,4 %
Total	423 998	100,0 %

4.2 HONORAIRES COMMISSARIAT AUX COMPTES

	Audit légal	Missions diverses	Total
KPMG	120		120
Ernst & Young	160		160
Total CAC	280	0	280

4.3 RÉSULTAT FINANCIER

PRODUITS FINANCIERS	
Revenus des titres de participation	734
Revenus des prêts	3
Revenus des créances commerciales	48
Escomptes obtenus	2
Gains de change	149
Autres produits financiers	1 613
Reprises sur provisions financières	600
Total produits financiers	3 149
CHARGES FINANCIÈRES	
Intérêts court et long terme	186
Escomptes accordés	45
Pertes de change	54
Autres charges financières	20
Provisions financières	3 867
Total charges financières	4 172
RESULTAT FINANCIER	- 1 023

Outre les dividendes d'un montant de 734 K€ versés par trois sociétés du groupe, EIS (315 K€), PLS (260 K€) et CLEMESSY TELECOM (159 K€), les produits financiers de l'exercice prennent en compte les intérêts sur comptes courants perçus ou à percevoir par CLEMESSY de sa maison-mère ou de ses filiales à hauteur de 1 611 K€.

La situation nette de certaines sociétés du groupe s'améliorant, les dépréciations des titres les concernant ont été reprises pour 583 K€ dont :

- CLEMESSY I&E : 338 K€
- EIS : 234 K€

Les sociétés affichant des capitaux propres inférieurs à leur capital social et en forte diminution ont vu leurs titres dépréciés d'un montant total de 906 K€. Les principales dépréciations concernent :

- CLEMESSY SLOVENSKO : 300 K€
 - RUAULT BARON : 252 K€
 - CLEMESSY AUTOMATIZARE : 150 K€
 - CY002 : 33 K€
-
- 735 K€

A ce montant, se rajoute une dépréciation des titres ARIANESPACE de 171 K€.

De plus, des provisions pour risques sur situations nettes ont été comptabilisées pour 2 829 K€ sur les filiales suivantes :

- GAME INGENIERIE : 1 249 K€
- CLEMESSY MAROC : 941 K€
- France RESEAUX : 626 K€
- RUAULT BARON : 13 K€

Comparativement à l'exercice 2009 qui affichait un résultat financier positif de 788 K€, 2010 s'achève avec une perte financière de 1 023 K€.

4.4 RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

PRODUITS EXCEPTIONNELS	
Produits de cessions d'immobilisations incorporelles	
Produits de cessions d'immobilisations corporelles	13
Produits de cessions d'immobilisations financières	2
Subventions d'investissements virées à résultat	10
Autres produits exceptionnels	
Reprises sur amortissements dérogatoires	483
Reprises sur provisions exceptionnelles	732
Total produits exceptionnels	1 240
CHARGES EXCEPTIONNELLES	
Subventions accordées	3 557
Valeur comptable des immobilisations incorporelles cédées	
Valeur comptable des immobilisations corporelles cédées	2
Valeur comptable des immobilisations financières cédées	2
Autres charges exceptionnelles	168
Amortissements dérogatoires et exceptionnels	515
Provisions exceptionnelles	563
Total charges exceptionnelles	4 807
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-3 567

L'exercice 2010 se termine avec une perte exceptionnelle de 3 567 K€, proche de celle dégagée en 2009 (-3 560 K€).

Cette perte trouve son origine dans les subventions d'équilibre octroyées aux filiales SEH et FONTANIE, à hauteur respectivement de 2 864 K€ et 693 K€. La subvention à FONTANIE est cependant couverte par une reprise de provision pour risques de 713 K€.

Une provision pour investissement de 511 K€ a été constituée, représentant 50 % de l'écart entre le calcul de la participation selon la formule dérogatoire et le calcul issu de la formule légale.

Enfin, un contrôle URSSAF a généré un redressement de cotisations sociales de 131 K€.

Les pénalités de 21 K€ sont en cours de négociation.

5. INFORMATIONS DIVERSES

5.1 CRÉANCES ET DETTES CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES ET LES EFFETS DE COMMERCE

La société n'a relevé aucune transaction avec des parties liées présentant une importance significative et n'ayant pas été conclue à des conditions normales de marché.

	Entreprises liées	Effets de commerce
Créances		
Avances et acomptes versés		
Créances clients	6 257	2 511
Créances diverses	62 614	
Dettes		
Avances et acomptes appelés sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 392	17 180
Dettes diverses	13 048	

5.2 ENGAGEMENTS EN MATIÈRE D'INDEMNITÉS DE FIN DE CARRIÈRE ET DE RETRAITE

CLEMESSY SA procède à l'évaluation de ses engagements en matière de retraite et d'indemnités de départ pour l'ensemble de son personnel.

Cette évaluation tient compte des droits déterminés à la clôture de chaque exercice selon une méthode actuarielle prospective, qui tient compte du salaire de fin de carrière, de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite.

Les engagements s'élèvent à 21 265 K€ fin décembre 2010. Ils comprennent :

- 1) les indemnités de fin de carrière (IFC) pour 18 368 K€
- 2) la retraite complémentaire réservée aux cadres supérieurs pour 2 897 K€

Pour l'évaluation des engagements, les hypothèses actuarielles suivantes ont été retenues :

- Taux d'actualisation : 4,00 %
- Taux d'inflation : 2,00 %
- Taux de progression des salaires : 3,00 %
- Age de départ à la retraite : 63 ans

5.3 ENGAGEMENTS FINANCIERS

Engagements donnés	
Cautions données aux organismes bancaires pour le compte de filiales et sous-filiales	11 324
Cautions données pour garanties de marchés	57 433
Cautions sur prêts accordés au personnel par des organismes tiers	6
Lettres de confort fournisseurs émises au bénéfice de certaines filiales	8 143
Contregaranties émises en faveur de certaines filiales	7 275
Engagements reçus	
Cautions fournisseurs	5 320
Contre garantie sous-traitant	702
Abandons de créances faisant l'objet d'une clause de retour à meilleure fortune	5 948

5.4 CRÉDIT-BAIL

Les contrats de crédit-bail ne sont pas retraités dans les comptes. Les biens ainsi financés ne figurent pas à l'actif du bilan.

Biens loués

	Valeur d'origine	Amortissements		Valeur nette comptable
		antérieurs	exercice	
Immobilier	1 982	1 181	84	717
Mobilier				0
TOTAL	1 982	1 181	84	717
*Dont contrats arrivés à terme ou soldés dans l'exercice				
Immobilier				0
Mobilier				0

Redevances

	Redevances payées			Reste à payer	Valeur résiduelle
	antérieures	exercice	Total		
Immobilier	1 910	85	1 995	286	0
Mobilier			0		
TOTAL	1 910	85	1 995	286	0
Dont à moins d'un an					
				103	
de un à cinq ans					
				183	
à plus de cinq ans					
				0	
*Dont contrats arrivés à terme ou soldés dans l'exercice					
Immobilier				0	
Mobilier				0	

5.5 EFFECTIF MOYEN

L'effectif se compose de 737 cadres et de 2 809 autres salariés, plus 441 personnes mises à disposition de l'entreprise.

5.6 DROIT INDIVIDUEL À LA FORMATION

Depuis le 1er janvier 2005, chaque salarié bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminée de droit privé bénéficie d'un droit individuel à la formation d'une durée de 20 heures minimum par an, cumulable sur une période de 6 ans, et plafonné à 120 heures.

Les salariés ont acquis, durant l'exercice 2010, 67 305 heures de droits à la formation (DIF).

Au 31 décembre 2010, la totalité de leurs droits s'élèvent à 333 408 heures.

3 699 heures ont été prises dans le cadre du DIF.

Conformément à l'avis du CNC n°2004-F du 13 octobre 2004, aucune obligation n'est constatée dans les comptes, sauf les cas prévus par l'avis (désaccord, licenciement ou démission). Les coûts encourus par les formations entrant dans ce cadre contractuel sont directement passés en charges.

5.7 RÉMUNÉRATION DES ORGANES DE DIRECTION

Conformément à la règle existant dans le Groupe EIFFAGE, le Conseil d'Administration n'a pas décidé le versement de jetons de présence.

5.8 RÉPARTITION DU MONTANT GLOBAL DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Résultat avant impôt	Résultat avant IS	Ecart sur bases imposables	Résultat imposable	Participation	Impôt théorique	Impôt réel*	Résultat net théorique	Résultat net comptable
	1	2	3=1+2	4	5	6	7=1-4-5	8=1-4-6
Résultat courant	13 160	-3 710	9 450	1 108	3 150	2 847	8 902	9 205
Résultat exceptionnel	-3 567	-677	-4 244		-1 415	-1 415	-2 152	-2 152
Total	9 593	-4 387	5 206	1 108	1 735	1 432	6 750	7 053

* comprend 1 767 K€ d'impôt France sur les sociétés, 73 K€ d'impôt étranger, 222 K€ de crédit d'impôt apprentissage, 177 K€ de crédit d'impôt recherche et 9 K€ de réduction impôt mécénat.

5.9 ACCROISSEMENT ET ALLÈGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPÔT

Sont à ajouter aux bases d'imposition des années à venir :

- les plus-values réinvesties sur terrains	16
- les amortissements dérogatoires et provisions réglementées	3 008
- les subventions d'investissement reçues	29
	(b)
	3 053

Sont à déduire des bases d'imposition des années à venir :

> les provisions et dépréciations non déductibles lors de leur comptabilisation	46 770
- dépréciations de titres	35 118
- provisions pour risques chantiers	5 439
- provisions pour risques financiers	4 996
- provisions pour reste à faire	0
- dépréciations de créances litigieuses	3
- autres provisions pour risques et dépréciations	1 214
> la contribution sociale solidarité	731
> les déficits reportables nés pendant l'intégration fiscale	0
> la provision pour participation des salariés	1 108
> les écarts de conversion passif	4
	(a)
	48 613
Soit un allègement de la dette future d'impôt de (a-b) x 33 1/3 %	15 187

5.10 INTÉGRATION FISCALE

CLEMESSY SA est intégrée fiscalement dans le Groupe EIFFAGE depuis le 1er janvier 2009.

La convention fiscale est celle de la neutralité au regard de la charge d'impôt : CLEMESSY SA supporte et constate en comptabilité la seule charge d'impôt qui aurait été la sienne en l'absence d'intégration.

En cas de sortie du Groupe, les déficits réalisés pendant la période d'intégration restent définitivement acquis à EIFFAGE.

5.11 CONSOLIDATION

Les comptes de CLEMESSY SA sont consolidés par intégration globale dans ceux de la société EIFFAGE sise 163 Quai du Docteur Dervaux - 92600 Asnières-Sur-Seine.

Une consolidation est également réalisée au niveau du Groupe CLEMESSY, CLEMESSY SA en étant la société consolidante.

LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Sociétés	Capital	Capitaux propres autres que le le capital	% détenu dans le capital	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et Avances consentis	Cautions Lettres de garanties fournies	CAHT dernier exercice	Résultat dernier exercice	Dividende encaissé	Date arrêté exercice
	K€	K€		Brute	Nette						
I. RENSEIGNEMENTS DETAILLES CONCERNANT LES PARTICIPATIONS DONT LA VALEUR BRUTE COMPTABLE EXCEDE 1 % DU CAPITAL											
A. Filiales (50 % au moins du capital détenu par la société)											
Françaises											
JAVEL S.A.S. Montpellier	250	53	100%	2 322	303				1		31.12.10
FONTANIE S.A.S. Toulouse	554	-554	100%	1 664	0	362		27 358	716		31.12.10
FRANCE RESEAUX S.A.S. Mulhouse	50	-1 721	100%	823	0	2 150		3 184	-627		31.12.10
E.M.C.S. S.A.S Mulhouse	305	317	100%	305	305	2 148		9 506	-97		31.12.10
GAME INGENIERIE S.A.S. Ormy	2 000	-3 290	100%	20 561	0		3 600	23 173	-1 251		31.12.10
EIS S.A.S. St Paul lez Durance	37	1 369	100%	4 381	1 406	45	170	13 666	544	315	31.12.10
RUAULT BARON S.A.S. Lorient	210	-223	100%	460	0	1		2 482	-265		31.12.10
S.E.H. S.A.S. Chanteloup les Vignes	770	-770	100%	2 500	0	967	304	6 637	-41		31.12.10
Etrangères											
CLEMESSY I&E GMBH Allemagne	5 185	-2 546	100%	5 226	2 640	2 767		776	338		31.12.10
CY SWITZERLAND AG Suisse	321	52	100%	253	253		1 110	5 064	7		31.12.10
CLEMESSY BELGIUM S.A. Belgique	300	67	100%	803	803	563		108	-63		31.12.10
CLEMESSY AUTOMATIZARE S.R.L. Roumanie	390	-384	100%	450	0	150		1 052	-63		31.12.10
CLEMESSY SLOVENSKO S.R.O. Slovaquie	966	-1 140	100%	912	0	350	500	176	-221		31.12.10
B. Participations (entre 10 et 50 % du capital détenu par la société)											
Françaises											
CLEMESSY TELECOM SAS Mulhouse	115	957	49%	469	469			8 558	67	159	31.12.10
Etrangères											
PROCAT S.A. Belgique	200	-60	49%	194	194			2 264	-83		31.12.10
II. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES FILIALES OU PARTICIPATIONS DONT LA VALEUR BRUTE COMPTABLE N'EXCEDE PAS 1 % DU CAPITAL											
A. Filiales non reprises au paragraphe I.											
Sociétés françaises				190	153	160	0				
Sociétés étrangères				201	70	1 292	4 656				
B. Participations non reprises au paragraphe I.											
Sociétés françaises				0	0	0	0				
Sociétés étrangères				35	35	0	0				

Remarque : Le cours de conversion retenu au 31/12/10 du capital, des capitaux propres autres que le capital, du chiffre d'affaires et du résultat net sont les suivants :

Clemessy Switzerland : 1 EUR = 1,2468 CHF

Clemessy Automatizare : 1 EUR = 4,262 RON

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2010

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010 sur :

- > le contrôle des comptes consolidés de la société Clemessy S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- > la justification de nos appréciations ;
- > la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

> Comme indiqué dans le paragraphe 3.2 « Méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires » de l'annexe aux comptes consolidés, Clemessy comptabilise son chiffre d'affaires et son résultat selon la méthode de l'avancement. Cette méthode implique l'utilisation par la direction d'estimations, en particulier dans la détermination du résultat prévisionnel de chaque contrat. Nos travaux ont consisté à prendre connaissance des processus mis en place par la société pour apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations.

> Clemessy procède systématiquement, chaque année, à un test de perte de valeur des écarts d'acquisition, selon les modalités décrites dans le paragraphe 3.7 de l'annexe aux comptes consolidés. Nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses retenues pour la réalisation de ces tests et des évaluations qui en résultent.

> Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités de comptabilisation des créances d'impôts différés actifs et nous nous sommes assurés que la note 3.11 donne une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les Commissaires aux Comptes

Paris La Défense, le 28 mars 2011

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Philippe Mathis
Associé

Strasbourg, le 28 mars 2011

ERNST & YOUNG Audit

Daniel Noël
Associé

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2010

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010, sur :

- > le contrôle des comptes annuels de la société Clemessy S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- > la justification de nos appréciations ;
- > les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme indiqué dans les notes « Provisions pour pertes à terminaison » et « Méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires » du paragraphe 1.2 de l'annexe aux comptes annuels, votre société comptabilise son chiffre d'affaires et son résultat suivant la méthode de l'avancement.

Cette méthode implique l'utilisation par la direction d'estimations, en particulier dans la détermination du résultat prévisionnel de chaque contrat. Nos travaux ont consisté à prendre connaissance des processus mis en place par la société pour apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations.

Les modalités de détermination de la valeur d'utilité des titres de participation et des éventuelles provisions y afférents sont présentées dans le paragraphe 1.2 de l'annexe des comptes annuels. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses retenues et des évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Les Commissaires aux Comptes

Paris La Défense, le 28 mars 2011

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Philippe Mathis
Associé

Strasbourg, le 28 mars 2011

ERNST & YOUNG Audit

Daniel Noël
Associé

PROJET DE RÉSOLUTIONS présentées à l'Assemblée Générale Ordinaire et arrêtées par le Conseil d'Administration du 28 mars 2011

PREMIÈRE RÉSOLUTION APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX DE CLEMESSY SA

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance :

- du Rapport de Gestion sur l'exercice clos le 31 décembre 2010
- des Rapports des Commissaires aux Comptes
- des comptes annuels de la Société, compte de résultat, bilan et annexe
- approuve le bilan et les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2010 dans toutes leurs parties, tels qu'ils sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou mentionnées dans ces rapports,
- fixe le résultat de l'exercice à 7 053 210,75 Euros.

DEUXIÈME RÉSOLUTION APPROBATION DES COMPTES CONSOLIDÉS

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance :

- du Rapport de Gestion sur l'exercice clos le 31 décembre 2010
- des Rapports des Commissaires aux Comptes
- des comptes consolidés du Groupe

approuve lesdits comptes consolidés arrêtés à la date du 31 décembre 2010 tels qu'ils ont été présentés.

TROISIÈME RÉSOLUTION CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Après avoir entendu la lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées par l'article L 225-38 du Code de Commerce, l'Assemblée Générale approuve successivement dans les conditions de l'article L 225-40 dudit Code de Commerce chacune des conventions qui y sont mentionnées.

QUATRIÈME RÉSOLUTION AFFECTATION DU RÉSULTAT ET FIXATION DU DIVIDENDE

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de répartir comme suit le résultat de l'exercice 2010 :

- Résultat net de l'exercice 2010	7 053 210,75	€
- Report à nouveau 2009	17 150 349,32	€
- Résultat à affecter	24 203 560,07	€
- Dotation à la réserve légale	0	€
- Bénéfice distribuable	24 203 560,07	€
- Dividende versé à 1 264 751 actions x 4,90 €	6 197 279,90	€
- Report à nouveau	18 006 280,17	€

Elle fixe en conséquence le dividende à 4,90 Euros pour chacune des actions composant le capital social et y ayant droit du fait de leur date de jouissance.

Ce dividende sera mis en paiement au plus tard dans les quinze jours suivant la date de l'Assemblée Générale.

Lorsqu'il est versé à des personnes physiques fiscalement domiciliées en France, le dividende est éligible à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158-3 2e du Code général des impôts. Une option est alors ouverte pour son assujettissement à un prélèvement forfaitaire libératoire au taux de 19 % dans les conditions prévues à l'article 117 Quater du Code général des impôts.

L'Assemblée Générale constate qu'au titre des trois derniers exercices, il a été distribué les dividendes suivants :

(en euros)	2007	2008	2009
Montant global du dividende distribué	4 553 103,60	5 817 854,60	7 967 931,30
Dividende net par action	3,60	4,60	6,30

Pour les personnes physiques bénéficiaires du dividende et résidentes fiscales en France, le dividende versé au titre des exercices 2007, 2008 et 2009 donnait droit à un abattement de 40 %.

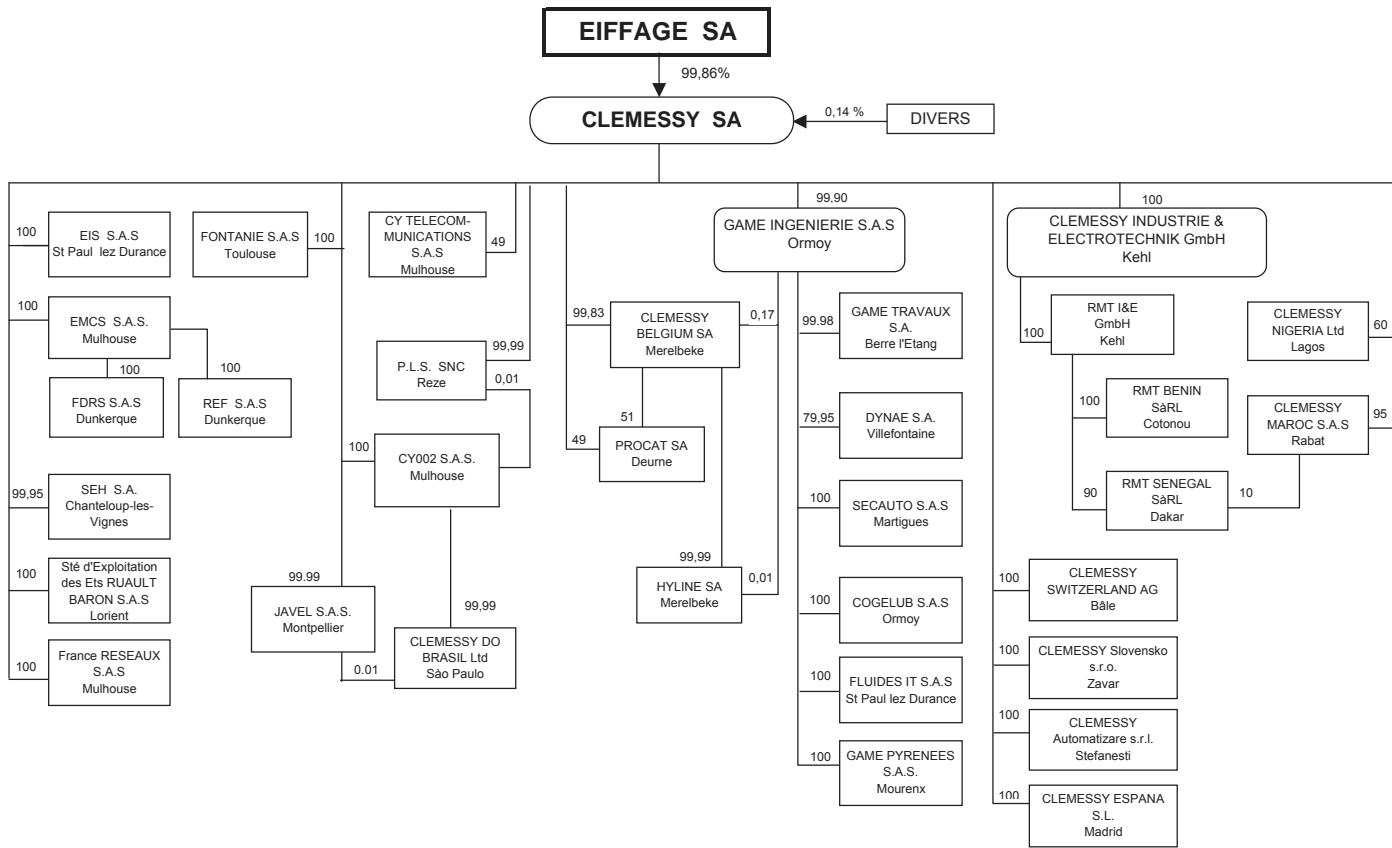
CINQUIÈME RÉSOLUTION QUITUS

L'Assemblée Générale donne quitus sans réserve aux Membres du Conseil d'Administration pour l'exécution de leur mandat pour l'exercice écoulé.

SIXIÈME RÉSOLUTION POUVOIRS

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du procès-verbal de la présente Assemblée à l'effet d'accomplir tous dépôts, publications et formalités.

ORGANIGRAMME FINANCIER DU GROUPE CLEMESSY au 31 décembre 2010



CONSEIL D'ADMINISTRATION

> Président-directeur général	François MASSÉ
> Directeur Général Délégué	Patrick GUERBERT
> Administrateurs	François MASSÉ Max ROCHE Philippe DELMOTTE
> Secrétaire	Christian GOLDSTEIN
> Représentants des Salariés	
Collège «Cadres»	Joël HUIBAN
Collège «Techniciens»	Dominique LE MORVAN
Collège «Ouvriers & Employés»	Michel NOUVEL
Collège «Ouvriers & Employés»	Jean-Luc SEGUNDO



18 rue de Thann – BP 52499 – 68057 Mulhouse Cedex 2
Téléphone : +33 (0)3 89 32 32 32 – Télécopie : +33 (0)3 89 32 32 03

www.clemessy.com